Josée Blanchette rencontre **Michel Onfray** *Page B 10*

Moment Factory entend faire parler un mur *Page A 5*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CIII Nº 209 LE DEVOIR, LE VENDREDI 14 SEPTEMBRE 2012 1,09 $ + TAXES = 1,25 $

La colère islamiste se propage

Après l'Égypte et le Yémen, les manifestations antiaméricaines s'étendent à l'Irak, à l'Iran, au Bengladesh, à la Tunisie, au Maroc et à Gaza

AGENCE FRANCE-PRESSE

Des centaines de protestataires ont manifesté jeudi dans les rues de Dhaka, au Bengladesh.

CLAUDE LÉVESQUE

Les manifestations visant à dénoncer le film *L'innocence des musulmans*, jugé offensant, voire blasphématoire, se sont multipliées jeudi aux abords des missions diplomatiques américaines dans plusieurs villes d'Afrique et d'Asie, dont Sanaa, la capitale du Yémen, où au moins quatre personnes ont perdu la vie.

Les États-Unis ont commencé à renforcer la sécurité de leurs ambassades, notamment celle de Tripoli, en Libye, où ils ont envoyé des marines, alors que le monde s'interroge sur l'identité du ou des responsables du film incriminé. Le Canada, de son côté, a fermé jeudi son ambassade au Caire. C'est dans l'attaque du consulat à Benghazi, dans l'est de la Libye, que l'ambassadeur américain Christopher Stevens a trouvé la mort mardi.

Au Yémen, jeudi matin, quelques milliers de jeunes gens ont pénétré dans l'enceinte de l'ambassade américaine aux cris de *«L'armée de Mahomet est de retour»*, mais n'ont pas réussi à entrer dans le bâtiment principal du complexe. Ils ont tout de même eu le temps de brûler des véhicules avant d'être dispersés par la police. C'est lorsque les manifestants sont revenus à la charge que les tirs de la police ont fait une première victime. Les heurts se sont poursuivis jusqu'en soirée et plusieurs personnes ont été blessées, selon les autorités.

Comme les responsables libyens l'avaient fait la veille, le président yéménite, Abd Rabbo Mansour Hadi, a présenté jeudi ses excuses

VOIR PAGE A 10 : **COLÈRE**

Le PLQ laisse un trou de 800 millions au PQ

Lise Thériault renonce à la course à la chefferie libérale

ROBERT DUTRISAC
à Québec

Les libéraux laissent au nouveau gouvernement péquiste la tâche de résorber un dépassement de l'ordre de 800 millions dans les dépenses publiques pour l'année en cours.

C'est ce qu'a révélé, hier, le ministre des Finances, Raymond Bachand, au cours d'un point de presse, son dernier tour de piste devant les médias en tant que titulaire de ce ministère, a-t-il indiqué.

Que de tels dépassements dans les dépenses soient constatés en cours d'année est chose courante, a soutenu Raymond Bachand. *«Ce n'est pas différent des autres années. Il y a des années, c'est 600 millions, c'est 500 millions.»* L'an dernier, c'était de cet ordre; cette année, ce sont 800 millions qu'il faut retrancher des dépenses des différents ministères, a-t-il précisé.

Raymond Bachand

Le président ou la présidente du Conseil du trésor doit avoir *«une volonté de fer»*, a fait valoir le ministre. *«Ça prend quelqu'un qui est capable de dire non. […] C'est la seule façon de contrôler l'augmentation des dépenses du gouvernement du Québec.»* En ce sens, Raymond Bachand a voulu rendre hommage à Michelle Courchesne, qui a assumé la présidence du Conseil du trésor au cours des deux dernières années.

Pour l'année 2012-2013, le dernier budget Bachand projetait de contenir la hausse des dépenses de programmes à 2 % et le déficit à 1,5 milliard, ce qui comprend une provision pour éventualités de 300 millions.

Raymond Bachand juge que les finances publiques du Québec sont maîtrisées. Il de-

VOIR PAGE A 10 : **BACHAND**

AUJOURD'HUI

Les sports › Rien n'est joué, mais le temps presse. Pas de hockey sans entente, dit Bettman. Sauter sur la glace, mais pas à n'importe quel prix, répondent les joueurs. *Page B 8*

Économie › La Fed injectera 40 milliards par mois dans l'économie. La Réserve fédérale prolonge également sa politique de bas taux. *Page A 7*

Avis légaux..... B 6
Décès..... B 4
Météo..... B 3
Mots croisés..... B 8
Petites annonces..... B 4
Sudoku..... B 9

Un insatiable appétit pour l'art

La Paryse, une histoire de bouffe et d'amitiés qui prend fin

ISABELLE PARÉ

Comme les Ben's, Thursday's et autres lieux culte de la métropole, La Paryse s'apprête à éteindre ses fourneaux, emportant dans son odeur de friture les premiers rendez-vous amoureux de la génération X et les napperons gras griffonnés par des hordes de cégépiens. À travers sa collection d'œuvres d'art, l'émouvante propriétaire Paryse Taillefer raconte l'histoire d'une vie faite de bonne bouffe, mais surtout d'heureuses rencontres, d'amitiés et de passions partagées pour l'art.

Plus que les milliers de burgers servis en 32 ans derrière le comptoir de son casse-croûte de la rue Ontario, c'est toute une communauté d'artistes qui a marqué les trois décennies de Paryse Taillefer, devenue, par le plus pur des hasards, restauratrice au tournant de ses 25 ans.

Un coup de téléphone, une proposition. *«Embarques-tu ?»*, lui demande un ami. *«On se créait un travail, mais aussi un milieu de vie»*, rappelle la cofondatrice, qu'un accident a obligée à mettre de côté son métier d'éducatrice de rue.

Le lieu devient vite le repaire de toute une

VOIR PAGE A 10 : **PARYSE**

ARCHIVES JEAN-FRANÇOIS LEBLANC LE DEVOIR

La Paryse, le célèbre casse-croûte de la rue Ontario, ferme ses portes après 32 ans d'activité.

Boucler la boucle du carré rouge

L'École de la montagne rouge, qui a conçu d'importants symboles de la grève étudiante, met un terme à ses activités

FRÉDÉRIQUE DOYON

Elle aura vécu le temps d'un long printemps. Mais ses œuvres resteront inscrites dans les mémoires. L'École de la montagne rouge (EDLMR), à qui l'on doit la plupart des riches affiches, slogans, images du mouvement étudiant, ferme ses portes.

Né au premier jour de la grève, en février, le collectif formé autour d'un noyau d'une douzaine d'étudiants, pour la plupart en design graphique de l'UQAM, a décidé de boucler la boucle… du carré rouge. La quadrature du cercle, quoi, pour une petite boîte de design qui avait le vent dans les voiles, mais dont le souffle était surtout porté par l'urgence de la révolte. Un souffle un peu essoufflé, aussi, après six mois de longue grève.

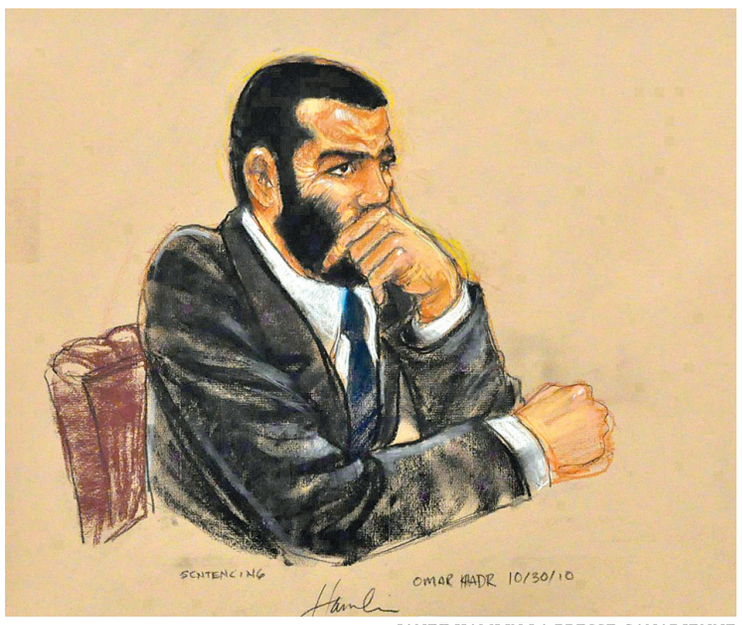
«Nous sommes nés de la grève, nous nous retirons donc avec celle-ci»

«La grève et sa mobilisation sont éphémères et c'est ce qui en fait sa beauté, ce qui en fait sa fraîcheur et sa particularité, écrit l'équipe sur son site Web. *Nous sommes nés de la grève, nous nous retirons donc avec celle-ci.»*

«On ne voulait pas récupérer le mouvement, pour ne pas que ça ternisse ce qu'on avait fait», a expliqué au *Devoir* Valérie Darveau,

VOIR PAGE A 10 : **CARRÉ**

ACTUALITÉS



JANET HAMLIN LA PRESSE CANADIENNE

Omar Khadr lors de son procès, en octobre 2010

Ottawa blâme Washington pour le retard dans le rapatriement de Khadr

Toronto — Le gouvernement du Canada n'admet pas qu'il se traîne les pieds dans le dossier du rapatriement au pays d'Omar Khadr, imputant plutôt les retards relativement à son transfert au gouvernement des États-Unis.

Omar Khadr, un Canadien arrêté en 2002 en Afghanistan et emprisonné depuis au pénitencier de la base américaine de Guantánamo Bay, à Cuba, est admissible depuis octobre dernier à rentrer au Canada afin qu'il finisse de purger sa peine pour la mort d'un soldat américain.

Des documents de tribunaux obtenus par La Presse canadienne démontrent que des officiers canadiens de sécurité publique blâment Washington pour n'avoir approuvé qu'au printemps dernier le transfert au Canada du jeune détenu.

Les retards auraient aussi été causés par la requête du ministre canadien de la Sécurité publique, Vic Toews, d'obtenir des enregistrements vidéo effectués par des militaires américains avec M. Khadr qui devaient le renseigner sur l'état psychologique du détenu.

Le ministre Toews aurait demandé accès aux bandes de ces deux évaluations avant son procès, il y a deux ans, mais elles ne seraient en sa possession que depuis le 29 août dernier, selon ce qu'a récemment affirmé l'un de ses adjoints.

L'une de ces évaluations, réalisée par le principal témoin de la poursuite lors du procès, conclut que Omar Khadr était un djihadiste incapable de se repentir. L'autre a été menée par un psychologue militaire américain qui a vu chez le jeune homme des comportements manipulateurs, mais de la stabilité et un esprit indépendant qui se voyait comme un Canadien.

Tant le ministre Toews que le premier ministre Harper ont nié avoir retardé l'annonce du transfert d'Omar Khadr.

La Presse canadienne

Décès de Peter Lougheed

Edmonton - L'ancien premier ministre de l'Alberta Peter Lougheed s'est éteint à l'âge de 84 ans. Le bureau du premier ministre Stephen Harper a confirmé que M. Lougheed est décédé jeudi dans un hôpital de Calgary qui porte son nom. Selon sa famille, l'ex-premier ministre est mort d'une cause naturelle. L'avocat de Calgary avait détrôné le Crédit Social, depuis longtemps au pouvoir en 1971, et allait mener les destinées des progressistes-conservateurs jusqu'en 1985, forgeant une dynastie ayant gouverné pendant plus de 40 ans. Il aura transformé la province en une puissance économique et aura combattu le gouvernement fédéral sur le contrôle des ressources pétrolières. Peter Lougheed était immensément populaire auprès des électeurs ayant accordé de larges majorités aux conservateurs, alors qu'ils remodelaient l'Alberta en tant que puissance dans le paysage politique canadien. Cet été, il avait été désigné le meilleur premier ministre canadien des 40 dernières années par l'Institut de recherche en politiques publiques.

La Presse canadienne

COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES

Fonction publique : 1660 postes touchés

Le ministère des Ressources humaines écope cette fois des coupes à venir

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire à Ottawa

Les fonctionnaires fédéraux n'ont pas fini de vivre dans l'incertitude professionnelle. Une nouvelle salve de lettres a été envoyée jeudi indiquant que jusqu'à 1660 personnes de plus seront affectées par les réductions de personnel dans la fonction publique.

Cette fois, c'est le gigantesque ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDCC) qui écope : 1489 personnes ont reçu une lettre les avisant que leur poste sera *« affecté »*. Cela ne signifie pas nécessairement qu'ils perdront tous leur emploi. C'est plutôt que dans leur catégorie d'emploi ou leur unité de travail, des effectifs seront retranchés. Tous doivent donc se faire compétition pour décrocher les emplois restants. On ignore encore une fois combien de postes le gouvernement conservateur espère retrancher au terme de l'exercice.

« Le nombre de lettres envoyées [jeudi] *aux employés n'indique pas une réduction de postes. Le ministère procède actuellement à une restructuration et plusieurs des personnes qui ont reçu une lettre selon laquelle elles étaient touchées seront réassignées à l'intérieur de la nouvelle structure »*, se contente d'indiquer le bureau de la ministre des Ressources humaines, Diane Finley. On assure que *« les changements annoncés aux employés n'affectent pas les services de première ligne aux Canadiens »* sans préciser pour autant lesquels sont visés. Justement, l'Alliance de la fonction publique du Canada, un des syndicats représentant les fonctionnaires touchés, avance au contraire que ses membres ayant reçu des lettres *« sont ceux qui appuient et qui offrent les services à la population »*.

L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada, un autre syndicat représentant les employés touchés, évalue que ce sont 22,5 % des travailleurs du ministère RHDCC qui sont concernés par ces lettres.

Services en péril?

Le NPD a dénoncé ces coupes parce qu'elles affaiblissent les services aux citoyens. Quand on fait remarquer à la députée Nycole Turmel que les contribuables n'éprouvent pas tous de la sympathie pour les fonctionnaires, elle répond : *« C'est sûr que si on parle d'impôt, tout le monde est content, mais quand on reçoit un remboursement d'impôt à la fin de l'année, on est bien content de l'avoir dans un délai raisonnable et non pas plusieurs mois plus tard parce qu'il n'y a pas de service. »*

En plus de RHDCC, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) est touchée avec 149 employés ayant reçu une telle lettre, la Commission des libérations conditionnelles (20), ainsi que la Commission des plaintes du public contre la GRC et l'unité traitant les dénonciations internes d'actes répréhensibles (2).

Au total, jusqu'à présent, 23 219 fonctionnaires fédéraux ont reçu une lettre, mais il n'existe pas de décompte du nombre de postes réellement abolis. Dans son dernier budget, Ottawa a promis de couper 19 200 emplois en trois ans, ou 4,8 % de tous ses effectifs dans le but de retrancher au total 5,2 milliards de ses dépenses récurrentes.

Le Devoir

Ottawa investit 50 millions de dollars pour prévenir la criminalité

Le gouvernement canadien investit 50 millions au cours de cinq prochaines années pour lutter contre la criminalité. Le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu a fait cette annonce à Montréal, jeudi. *« Avec le succès de la première phase de notre stratégie nationale de prévention du crime, je suis très fier d'annoncer le prochain appel de projets lié à la stratégie nationale. »*

En juillet 2010, le sénateur avait procédé à la mise en œuvre d'un projet de prévention de 7 millions de dollars à Montréal, projet qui *« a permis de retirer des griffes des gangs de rue une centaine de jeunes filles et de garçons qui, aujourd'hui, peuvent espérer en un futur meilleur »*.

Deux ans plus tard, il annonce le lancement de la seconde phase de la stratégie nationale de prévention du crime, qui implique des investissements de 50 millions à travers le pays sur cinq ans. Ce sont principalement des organismes communautaires d'aide aux jeunes qui bénéficieront de ce soutien financier.

Le gouvernement du Canada vise les programmes de prévention pour s'attaquer à la violence des jeunes, à la délinquance chez les jeunes autochtones en milieu urbain et à l'intimidation dans les écoles. *« Ces investissements éviteront à des jeunes d'entreprendre une carrière de criminels*, a affirmé Pierre-Hugues Boisvenu. *Les millions de dollars investis aideront les familles de la région à donner à leur enfant un milieu de vie sain où ils pourront s'épanouir à l'abri de la violence et, surtout, de ne pas décrocher de l'école ou d'y retourner. »*

FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

Le gouvernement du Canada vise les programmes de prévention pour s'attaquer à la violence des jeunes, à la délinquance chez les jeunes autochtones en milieu urbain et à l'intimidation dans les écoles, a expliqué le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu.

Pour Pierre-Hugues Boisvenu, *« le gouvernement du Canada croit à la prévention »* et entend aider les parents qui se retrouvent *« désemparés quand leur adolescent ou leur adolescente se fait littéralement kidnapper par la rue »* grâce à de nouveaux investissements pour la stratégie nationale de prévention de la criminalité.

Le Devoir

ACTUALITÉS

Et le patriotisme?

CHRISTIAN RIOUX
à Paris

Alors, les patrons se sauvent? Ils se poussent? Ils ont la frousse? La «chienne», comme on dirait chez nous! C'est bien ce qu'il faut croire, alors que le milliardaire Bernard Arnault fait la manchette en France pour avoir demandé la nationalité belge. *Libération*, qui n'est jamais en retard d'une provocation, y va d'un tonitruant *«Casse-toi riche con!»*, parodiant l'ancien président Nicolas Sarkozy qui avait apostrophé un quidam avec une étonnante formule de politesse présidentielle.

Le lendemain, histoire de faire durer l'excitation médiatique, le quotidien en tartinera une couche supplémentaire en titrant *«Bernard, si tu reviens, on annule tout»*. Autre phrase célèbre tirée du petit livre rouge des citations de l'ancien président à qui l'on avait attribué un texto semblable adressé à son ancienne épouse. Qu'elle est loin, l'époque où glisser une citation d'un président français (Clemenceau, de Gaulle, Mitterrand) relevait aussitôt le niveau d'une chronique!

À défaut d'un coup d'argent, Arnault aura fait un extraordinaire coup médiatique. Ce témoin au mariage de Nicolas Sarkozy en 1996 a réussi à mobiliser en pleine rentrée politique toute l'attention des médias. Des médias qui, avouons-le, traversent une dure période de sevrage depuis le départ de l'ancien président.

Mais, au-delà de ce petit frisson, qu'en est-il du prétendu exil fiscal du patron de LVMH? On sait que Bernard Arnault a demandé la nationalité belge et qu'il s'est récemment acheté une maison dans la riche banlieue d'Uccle. De là à conclure que le détenteur de la quatrième fortune du monde veut fuir la taxe exceptionnelle de 75% que François Hollande a promis d'appliquer aux revenus dépassant le million d'euros, il n'y a qu'un pas.

Ce ne serait pas la première fois que le magnat des produits de luxe cherche à fuir la France. En 1980, ce fils d'un riche industriel de Roubaix avait pris la poudre d'escampette après l'élection de François Mitterrand pour tenter sa chance dans l'immobilier aux États-Unis. Mal lui en prit. Il reviendra la mine basse après avoir perdu quelques millions dans l'immobilier. Étrangement, c'est le gouvernement socialiste (oui, socialiste!) de Laurent Fabius qui fera sa fortune en lui donnant le feu vert pour acheter le groupe Boussac, alors propriétaire de la marque Dior. Celle-ci deviendra son fer de lance dans la construction d'un empire des produits de luxe qui rassemble aussi Vuitton, Moët Hennessy, Givenchy et quelques autres.

À défaut d'un coup d'argent, Arnault aura fait un extraordinaire coup médiatique

Alors, pourquoi cette passion soudaine pour la nationalité belge? À cela, le milliardaire n'a rien à répondre. On peut apprécier les gens fortunés, comme le disait récemment Lucien Bouchard en parlant de Paul Desmarais. On n'a pas la lèpre parce qu'on est riche, comme le croit malheureusement une certaine gauche. N'empêche, il y a quelque chose d'obscène dans la manière qu'ont certains nababs de jouer de leur nationalité à seule fin d'éviter de payer des impôts. Selon une enquête d'Antoine Peillon, journaliste du quotidien *La Croix*, 600 milliards d'euros échapperaient ainsi au fisc français. De quoi combler tous les déficits de la sécurité sociale. On comprend mal d'ailleurs que l'Union européenne, si prompte à dénoncer l'évasion fiscale en Grèce, ne prenne pas des mesures draconiennes pour empêcher certains pays, comme la Belgique et la Grande-Bretagne, d'aller débaucher les grosses fortunes de leurs voisins par des avantages fiscaux indus.

On peut penser ce que l'on veut de la taxe de François Hollande, une mesure largement symbolique qui se veut d'ailleurs exceptionnelle et ne s'appliquera que pendant deux ans. Le président français a fait vibrer une corde sensible en affirmant que le patron de LVMH *«aurait dû bien mesurer ce que signifiait demander une autre nationalité, parce qu'il faut être fier d'être Français»*. À plus forte raison pour un homme d'affaires qui se disait, il y a quelques mois à peine, l'*«ambassadeur […] des valeurs qui représentent la civilisation, la culture française et l'image de la France»*.

Peut-être Bernard Arnault n'a-t-il pas compris que les années du tout-argent tiraient à leur fin. Comment en effet tolérer ce cynisme absolu à une époque où les classes moyennes en arrachent tant? Les premiers à avoir compris ce nécessaire patriotisme économique, ce sont d'ailleurs les États-Unis, qui ne tolèrent pas qu'un citoyen s'exile fiscalement. La France songe aujourd'hui à se doter d'un arsenal fiscal semblable.

Qu'ils ont piteuse allure, ces capitaines d'industries, grands héros des deux dernières décennies, prêts à vendre leur mère et leur nationalité pour quelques milliards. Peut-être n'ont-ils pas compris la leçon de la dernière élection française. Dans un entretien passionnant avec le philosophe Marcel Gauchet, le politologue Stéphane Rozès attribuait la victoire de Hollande à sa double rupture avec la relance keynésienne et avec le multiculturalisme. La fin de la relance keynésienne implique la nécessaire responsabilité budgétaire. La rupture avec le multiculturalisme a pour conséquence le retour à un certain nationalisme, notamment économique. Ça vaut aussi pour les riches!

crioux@ledevoir.com

JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Septembre 2011. L'ancien directeur de l'Unité anticollusion du ministère des Transports (MTQ), Jacques Duchesneau, témoigne en commission parlementaire à l'Assemblée nationale.

COMMISSION CHARBONNEAU — DEVINE QUI VIENT TÉMOIGNER?

Ces hommes dans l'ombre des politiciens

Les audiences publiques de la Commission sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction recommencent lundi. Témoins volontaires ou sous la contrainte, la liste est longue de ceux qui détiennent un morceau du grand casse-tête; *Le Devoir* vous en propose une, non exhaustive, non pas pour soulever des doutes, mais pour pointer en direction de quelques personnes riches d'informations permettant de démêler l'écheveau dans lequel est plongé le Québec depuis trois ans. Troisième volet: l'univers politique provincial.

KATHLEEN LÉVESQUE

Le Québec est avide de savoir si le monde politique est touché ou impliqué dans la flopée des révélations, scandales et autres allégations mis en lumière depuis 2009. Le mandat de la commission Charbonneau lui permet de s'aventurer sur ce terrain mouvant et de tenter de trouver certaines réponses. Y a-t-il eu du patronage, des ristournes aux partis politiques ou même de l'enrichissement personnel?

Les politiciens sont les premiers visés parce qu'ils sont à l'avant-scène, mais tous ceux qui gravitent dans leur orbite ont peut-être plus à dire. En politique, les chefs de cabinet, par exemple, agissent comme des murs coupe-feu: ils protègent les ministres et surtout le premier ministre en les gardant souvent dans une certaine ignorance.

Un premier déblayage a été fait en juin dernier avec l'ancien directeur de l'Unité anticollusion du ministère des Transports (MTQ), Jacques Duchesneau, aujourd'hui député caquiste. M. Duchesneau a décortiqué son rapport qui avait mis le doigt sur de nombreux problèmes d'ordre administratif au sein du MTQ, mais qui avait également soulevé des inquiétudes sur la mainmise du privé, la promiscuité avec les politiciens ainsi qu'un rapprochement malsain avec un *«univers clandestin»*.

«S'il devait y avoir intensification du trafic d'influence dans la sphère politique, on ne parlerait plus simplement d'activités criminelles marginales, ni même parallèles. On pourrait soupçonner une infiltration, voire une prise de contrôle de certaines fonctions de l'État ou des municipalités, comme celle de l'octroi de contrats publics», peut-on lire dans ce rapport qui a été, par ailleurs, le catalyseur de la création de la commission d'enquête.

Jacques Duchesneau a également ouvert la porte du financement politique en déposant un autre rapport. Fait à titre personnel, celui-ci présente le témoignage de 13 personnes liées au monde politique et conclut que 70% de l'argent amassé par les partis politiques est le fruit de *«combines»*, donc occulte. Qu'en est-il exactement? La commission Charbonneau pourra tenter de faire la lumière tant du côté provincial que dans les municipalités. À cet égard, des représentants de firmes d'ingénierie, de cabinets d'avocats et de sociétés d'experts-conseils pourraient être invités à témoigner puisque l'organisation politique et la collecte de fonds partisane jouxtent leur travail professionnel.

Parti libéral du Québec

Alain Cousineau et Joël Gauthier ont tous deux été directeur général du PLQ, ce qui implique une connaissance intime de la machine et des ressources nécessaires à une victoire électorale. Par la suite, M. Cousineau a dirigé les destinées de Loto-Québec. Il a échoué dans sa tentative de déménager le casino de Montréal dans le sud-ouest. Quant à M. Gauthier, il a été p.-d.g. de l'Agence métropolitaine de transport, qu'il a dû quitter alors que le projet de Train de l'Est était en plein dérapage financier.

Pierre Bibeau a longtemps été organisateur du PLQ, sous Robert Bourassa puis sous Jean Charest. Même dans des fonctions non politiques, à tête de la Société du Parc des îles puis comme vice-président de Loto-Québec, M. Bibeau est demeuré proche des officines libérales.

Les politiciens sont les premiers visés parce qu'ils sont à l'avant-scène, mais tous ceux qui gravitent dans leur orbite ont peut-être plus à dire

Louis-Georges Boudreault est un organisateur de terrain, un spécialiste des «élections partielles» au PLQ et pour de nombreux partis municipaux. Il s'occupe également d'amasser des fonds. Dans le monde politique, il est un loyal soldat depuis plus de 50 ans. En avril dernier, il a été accusé d'abus de confiance dans le scandale de Mascouche.

Donato Tomassi a une longue feuille de route comme organisateur pour le PLQ et pour les conservateurs, au fédéral. Il est le père de Tony Tomassi, l'ancien ministre de la Famille accusé de fraude. En mai dernier, il a défendu son fils auprès du *Devoir* en disant qu'*«on veut faire du Québec un monastère»*. *«C'est rendu qu'on ne peut plus aider nos amis. À quoi ça sert d'avoir des amis si on ne peut pas les aider?»* avait-il lancé avant de déclarer que *«la politique, je sais comment ça marche»*.

Franco Fava a été responsable du financement du PLQ pour l'est du Québec pendant 25 ans. Jusqu'en 2000, cet avocat a été administrateur de l'entreprise de construction Neilson, qui obtient de très importants contrats de construction, notamment dans les projets hydroélectriques d'Hydro-Québec. Comme argentier libéral, il travaillait avec le comptable Charles Rondeau. Les deux hommes sont connus du grand public depuis leur témoignage à la commission Bastarache.

Marc Bibeau de la firme Shokbéton, un joueur majeur dans l'industrie de la construction, est également un collecteur de fonds important. Par ailleurs, il est un proche de Jean Charest. Il a été invité à la soirée électorale de 2003 chez le père de M. Charest.

Parti québécois

Plusieurs vieux routiers des façons de faire péquistes pourraient être appelés à la barre des témoins, dont d'anciens directeurs généraux du parti comme Bob Dufour ou Pierre Châteauvert, des organisateurs d'expérience comme Pierre D'Amours et Grégoire Bérubé.

Raymond Bréard, qui a rentabilisé son passage au cabinet de Bernard Landry lorsqu'il était aux Finances, apparaît comme une figure incontournable. *Le Devoir* a révélé en 2002 qu'il avait empoché 200 000$, comme actionnaire d'Oxygène 9, pour l'obtention de subventions à un regroupement d'organismes culturels. M. Bréard a été directeur général du PQ. Par la suite, il a travaillé auprès de l'Action démocratique du Québec; il a négocié la fusion avec la Coalition avenir Québec.

Du côté du financement, l'entrepreneur Marcel Melançon a longtemps été actif au PQ. M. Melançon a été un partenaire d'affaires de Tony Accurso dans la compagnie de construction Marton («mar» pour Marcel et «ton» pour Tony). Marcel Melançon a donné un cours de «contribution 101» à Jean Brault, au cœur du scandale des commandites, selon le témoignage de ce dernier.

Michel Hébert a été agent officiel du PQ de 1984 à 1998. Connu comme collecteur de fonds, il a rencontré à plusieurs reprises M. Brault dont l'entreprise, Groupaction, a financé le PQ. La responsable du financement au sein du PQ était alors Ginette Boivin, qui travaille aujourd'hui pour la firme de génie-conseil Groupe SM. M. Hébert et Mme Boivin ont été pointés dans le rapport Moisan (enquête mise sur pied par le Directeur général des élections en 2005).

Chez les élus, l'ancien ministre Guy Chevrette était le champion toutes catégories du financement politique. Il connaît bien MM. Accurso et Melançon.

Le Devoir

Quel sera l'apport de « Donnie Brasco » ?

SIDHARTHA BANERJEE

Le fameux «Donnie Brasco» permettra-t-il d'élucider les mystères du monde de la corruption au Québec?

L'homme derrière ce pseudonyme, Joseph Pistone, avait infiltré la mafia new-yorkaise il y a plusieurs décennies. Son travail a été immortalisé par Hollywood dans un film en 1997, et il témoignera la semaine prochaine à la commission Charbonneau, selon Radio-Canada.

M. Pistone n'en sera pas à sa première apparition en tant que témoin vedette d'un procès: il a déjà contribué à l'incarcération d'une centaine de criminels. Ex-policier, il a autrefois pris l'identité de Brasco pour s'infiltrer dans la mafia, de laquelle il se cache toujours après tant d'années.

L'expert de la mafia au Canada Antonio Nicaso considère que M. Pistone est un expert de la mafia italienne, et que ses explications pourront donner une idée d'ensemble de la structure de l'organisation.

Il signale toutefois qu'il a acquis son expertise dans un autre pays et qu'il serait possible qu'il ne puisse fournir de détails précis à la commission québécoise.

M. Nicaso souligne l'intelligence et les connaissances de M. Pistone, mais nuance en ajoutant qu'il ne sait pas quelle information *«supplémentaire il pourra bien fournir sur la mafia canadienne»*.

Radio-Canada a indiqué mercredi que l'homme derrière Donnie Brasco témoignera à la commission Charbonneau lundi, la journée où il célébrera ses 73 ans. Les porte-parole de la Commission n'ont toujours pas voulu confirmer l'information.

La commission présidée par la juge France Charbonneau a le mandat d'enquêter sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction. Elle reprendra ses travaux lundi, après trois mois de pause.

Joe Pistone a infiltré le clan Bonanno pendant six ans. Les Bonanno entretiendraient des liens avec le clan Rizzuto. Le présumé parrain de la mafia montréalaise, Vito Rizzuto, purge toujours une peine d'emprisonnement au Colorado pour les meurtres de trois membres de la famille Bonanno commis à New York en 1981. Il était question de ces meurtres dans le film *Donnie Brasco*.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

SUPERHÉROS ÉCOLOS

FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

C'est costumés en superhéros que des membres d'Équiterre ont investi le métro de Montréal, jeudi matin, pour le lancement d'une campagne de sensibilisation au transport durable, sous la forme d'un concours. L'initiative vise à récompenser le 1,2 million d'utilisateurs de transports durables et à convertir les récalcitrants, selon le coordonnateur d'Équiterre, Steven Guilbeault. Les gens sont invités à s'inscrire en ligne jusqu'au 22 novembre.

GRANDS DOMAINES DE SILLERY

Au gouvernement de décider, dit le maire Labeaume

ISABELLE PORTER
à Québec

Même si la Ville de Québec prépare le terrain en vue de constructions résidentielles sur les grands domaines de Sillery, le maire Régis Labeaume assure qu'il n'est pas maître du dossier et lance la balle au gouvernement du Québec.

«Le ministère de la Culture a tous les droits sur ces propriétés-là et on va seulement exécuter leurs décisions», a-t-il déclaré jeudi. *«Si le gouvernement veut acheter les propriétés et en faire un grand parc public, moi, j'ai pas de problème.»*

M. Labeaume réagissait à un article du quotidien *Le Soleil* qui révélait dans son édition de jeudi que la Ville avait lancé un appel d'offres en vue d'aménager des conduites d'égouts vers de futurs lotissements résidentiels.

Selon lui, ces travaux se sont inscrits au calendrier en raison du réaménagement de la côte de Sillery dans le secteur. La Ville, dit-il, a tout simplement tenu compte des différentes possibilités *«pour les 40 prochaines années»*.

Les domaines, dont la plupart ont une vue imprenable sur le fleuve, sont situés le long du chemin Saint-Louis. Leur sort est surveillé de près par un groupe de citoyens, la Coalition pour l'arrondissement historique de Sillery.

Alors que les communautés religieuses se départissent progressivement des terrains, la Coalition craint qu'on les cède simplement aux promoteurs immobiliers.

D'ailleurs, plusieurs terrains ont déjà été acquis par des promoteurs, ce qui compliquerait pour le moins le scénario d'un parc public évoqué plus haut.

Le maire a quand même affiché une certaine ouverture hier. *«C'est sûr que nous autres, on voit des taxes, mais à la limite, moi, je regarde le débat et je me dis que tout est ouvert.* [...] *J'écoute mes voisins, j'écoute le monde, pis je me dis que c'est peut-être une bonne idée d'avoir un grand parc public.»*

Le maire a tenu ces propos en marge d'un comité plénier sur le plan d'urbanisme de Sainte-Foy, jeudi matin. Ce plan, qui a franchi l'étape des consultations publiques, doit être adopté en janvier prochain.

Un autre comité plénier doit par ailleurs avoir lieu aujourd'hui sur l'accès du public au conseil municipal. En vertu des nouvelles règles, les gens ne pourraient entrer dans la salle qu'au moment où ils posent leur question.

Dans ce dossier comme dans celui des grands domaines, le maire a dit ne pas avoir d'opinion ferme. Il souligne toutefois que plusieurs élus craignent pour leur sécurité depuis la bousculade du printemps dernier, lors de l'adoption du règlement sur les manifestations. *«La question qu'on se pose, c'est si tout le monde était rentré dans la salle, qu'est-ce qui se serait passé?»*, a-t-il demandé.

Le Devoir

Légionellose : un 13e décès malgré la fin de l'éclosion

Québec — La Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale (DRSP) a confirmé jeudi un 13e décès survenu à Québec en lien avec l'éclosion de légionellose. Les symptômes de la maladie seraient apparus chez cette personne avant le 29 août, date à laquelle la DRSP a annoncé la fin de l'éclosion.

Le bilan de la maladie s'établit donc maintenant à 177 cas recensés et 13 décès.

Selon la DRSP, on maîtrise toujours la situation. L'organisme rappelle d'ailleurs qu'aucun nouveau cas d'infection n'a été signalé depuis le 29 août. Cette situation, stipule-t-on par voie de communiqué, tend à confirmer que la source de contamination a été contrôlée depuis l'opération de nettoyage des tours de climatisation dans le périmètre ciblé.

Par ailleurs, la DRSP ne prévoit pas publier les résultats de son enquête épidémiologique avant la mi-octobre, en raison des nombreuses manipulations requises en laboratoire et de l'analyse des résultats. La confirmation de la source ou des sources de contamination devra donc attendre encore un mois.

Deux députés du Nouveau Parti démocratique (NPD) de la région de Québec ont par ailleurs réclamé que le gouvernement fédéral prenne immédiatement des mesures pour éviter que les systèmes de climatisation des immeubles fédéraux de la capitale nationale soient eux aussi contaminés par la maladie.

«Nous demandons à ce que la ministre des Travaux publics [Rona Ambrose] *s'assure que l'on respecte les normes d'entretien des édifices et, compte tenu du contexte des compressions budgétaires»*, que l'on s'assure que ces entretiens soient exemptés des effets des coupes budgétaires, a déclaré le porte-parole néodémocrate adjoint en matière de travaux publics, Denis Blanchette.

Celui-ci a dit vouloir attendre les conclusions de la coroner responsable du dossier, bien que *«rien n'empêche les gestionnaires d'améliorer tout de suite les normes d'entretien»*.

«Nous pouvons faire mieux, et c'est ce que je demande à la ministre, a ajouté le député de Louis-Hébert. *Nous désirons que les meilleures normes actuelles soient respectées au fédéral, pour que la population se sente en sécurité le plus vite possible»*, a ajouté M. Blanchette.

L'attaché de presse de la ministre Ambrose, Michael Bolkenius, a pour sa part indiqué, dans un courriel à La Presse canadienne, que le ministère des Travaux publics *«a immédiatement pris des mesures pour nettoyer»* les tours de climatisation de ses bâtiments *«dès que ces bactéries ont été découvertes»*.

«Les édifices fédéraux sont testés régulièrement pour s'assurer que les bâtiments sont sains et sécuritaires», a-t-il ajouté.

La députée néodémocrate de la circonscription de Québec, Annick Papillon, déplore de son côté que le gouvernement conservateur n'ait toujours pas publié la liste des bâtiments fédéraux dans la région de Québec, ainsi que la date de la dernière inspection des tours de refroidissement.

La Presse canadienne

MONTRÉAL expos D'ÉCOLES PRIVÉES

Le 16 septembre
HILTON MONTRÉAL BONAVENTURE
SÉMINAIRES D'INFORMATION: 10H30 – 12H00
SALLE D'EXPOSITION: 12H00 – 16H00

NUMÉRISATION UTILISER VOTRE APPAREIL MOBILE POUR UN ENREGISTREMENT RAPIDE

PRÉ SENTÉ PAR OUR KIDS THE TRUSTED SOURCE.
COMMANDITAIRES QAIS
PARTENAIRE MÉDIA LE DEVOIR Libre de penser

économisez 50%
SUR LE PRIX D'ENTRÉE RÉGULIER 20 $
inscrivez-vous

ourkids.net/expo

Pour une relance du secteur manufacturier

Vision Montréal dénonce l'inaction de l'administration Tremblay

BRIAN MYLES

Vision Montréal réclame un forum sur l'emploi manufacturier, afin de relancer ce secteur qui a connu un déclin considérable au cours des douze dernières années.

La chef de Vision Montréal, Louise Harel, impute une partie de la débâcle à *«l'inaction de l'administration Tremblay»*, qu'elle accuse d'être *«aveuglée par le développement de l'immobilier»*.

Des 5941 entreprises manufacturières répertoriées en 2000 à Montréal, il n'en restait plus que 3664 en 2011, une baisse de 38%. L'emploi dans le secteur a connu une chute tout aussi spectaculaire, passant de 154 000 postes en 2000 à 93 100 en 2011 (soit une baisse de 40%).

Le virage de Montréal vers une économie du savoir et des services ne devrait pas se traduire par un abandon du manufacturier, a plaidé Mme Harel en compagnie des maires de deux arrondissements de l'est, Réal Ménard et Chantal Rouleau.

Ces propos ont fait bondir le vice-président du comité exécutif, Richard Deschamps. *«Mme Harel est en retard de 15 ans»*, s'exclame le responsable du développement économique au sein de l'administration Tremblay. Il a mis en exergue l'impuissance politique de Mme Harel à freiner l'exode du manufacturier, alors qu'elle a représenté pendant 25 ans les citoyens de l'est de Montréal à l'Assemblée nationale.

«Il y a une tendance mondiale. La perte des emplois dans les entreprises manufacturières a frappé toutes les économies occidentales depuis 15 ou 20 ans», explique M. Deschamps, qui cite à cet égard la mondialisation et la délocalisation de la production dans les pays émergents, où la main-d'œuvre est bon marché.

L'attention démesurée que porte Vision Montréal au manufacturier fait perdre de vue le portrait global de l'économie montréalaise, estime M. Deschamps. Montréal a gagné 104 900 emplois en 12 ans, notamment dans des secteurs de pointe tels que la santé, les technologies de l'information et l'éducation.

Les adversaires politiques sont au moins d'accord sur un point: il faut remettre en état les terrains contaminés à Montréal, qui couvrent une superficie de 20 millions de mètres carrés, soit 6% du territoire. C'est 28 fois le Jardin botanique.

«Le talon d'Achille de Montréal, ce sont les terrains industriels contaminés», a dit Mme Harel, qui se défend d'entretenir un sentiment nostalgique pour l'économie du passé.

Terrains contaminés

Les lacunes de ClimatSol, un programme provincial pour la décontamination des sols, ne sont pas étrangères aux difficultés du secteur, estime-t-elle.

La Commission sur le développement économique a évalué les coûts de la décontamination à 800 millions. Or, le programme ClimatSol prévoit 25 millions pour Montréal. Selon Réal Ménard, il faudra *«un coup de main des gouvernements supérieurs pour réaliser ce vaste chantier qu'est la décontamination»*. L'avenir industriel de Montréal en dépend, a plaidé le maire de l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

M. Ménard a cité en exemple le cas des terrains situés à l'angle de Pierre-de-Coubertin et de L'Assomption, d'une superficie de 54 000 mètres carrés (dix terrains de football). Environ 40% de l'espace est inutilisé. S'ils étaient décontaminés, ces terrains pourraient accueillir 1530 logements et des entreprises du secteur manufacturier.

Richard Deschamps reconnaît l'impuissance de la Ville à revitaliser les terrains contaminés dans le cadre du programme ClimatSol. *«Vingt-cinq millions, c'est rien!»*, dit-il. Mais le travail de persuasion des gouvernements se fait derrière des portes closes, pas à coups de déclarations incendiaires, a-t-il laissé entendre.

Le Devoir

FRANÇOIS PESANT LE DEVOIR

Louise Harel et Réal Ménard, maire de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, demandent à l'administration Tremblay de soutenir le secteur manufacturier de Montréal.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Cinq hommes pour un *Mégaphone*: Hugues Sweeney (ONF), François Girard (président du jury), Étienne Paquette et Vincent Pasquier de Moment Factory, ainsi que Pascal Lefebvre du Partenariat du Quartier des spectacles.

Un mur parlant pour Montréal, signé Moment Factory

FABIEN DEGLISE

Après Barcelone, Atlantic City et la nouvelle tournée de spectacles de Madonna, le studio montréalais de création multimédia Moment Factory se prépare à laisser sa marque créative sur un mur du Quartier des spectacles à Montréal.

Avec *Mégaphone* — c'est le nom du projet —, la firme en pleine ascension veut proposer une réflexion sur la prise de parole dans l'espace public à une époque où les réseaux sociaux ont démocratisé la prise de parole, tout en dénaturant parfois le rapport à l'autre. L'idée a germé au printemps dernier, alors que la rue faisait beaucoup de bruit au Québec. Elle doit voir le jour à l'automne 2013 et répond à l'appel aux idées lancé en avril dernier par l'Office national du film (ONF) et le Partenariat du Quartier des spectacles pour la création d'une œuvre urbaine capable d'induire en zone urbaine une réflexion sur les réconciliations entre l'individu et le collectif.

Au total, 54 groupes ou individus ont exposé leur vision de la chose. *«Moment Factory a été sélectionné pour la pertinence et l'originalité de son projet*, a indiqué jeudi le cinéaste François Girard, qui présidait le jury. *Leur installation interactive propose une réappropriation de la parole dans l'espace public, mais inscrit aussi le tout dans la perspective historique des grands orateurs du Québec. C'est un geste politique, une réflexion sociale avec, en plus, une dimension esthétique séduisante. Tout était là.»*

Toujours sur la table à dessin, *Mégaphone* va inviter les passants à parler concrètement au mur de la façade sud du pavillon Président-Kennedy de l'UQAM, situé sur l'avenue du même nom, par l'entremise de mégaphones installés le long de la promenade des Artistes au pied du bâtiment. Les paroles ainsi générées seront matérialisées en mots projetés sur la façade. Des hommages aux grands tribuns, comme Camilien Houde, Gaston Miron, Michel Chartrand ou encore René Lévesque, composent une partie de ce projet interactif qui va trouver une résonance dans les univers numériques.

«Il y a un côté manifeste multimédia à ce projet, a expliqué Étienne Paquette, scénariste du projet pour Moment Factory. *Nous voulons redonner une dimension tangible à la prise de la parole en public, oui, mais* Mégaphone *veut aussi prendre parti pour une plus grande responsabilisation de geste»*, surtout à une époque où les communications humaines numérisées, sous l'effet de l'anonymat et de la distance, donnent des ailes à la confrontation, l'impolitesse et la grossièreté. *«C'est aussi un projet qui va documenter le présent et le discours de ce présent»*, ajoute Vincent Pasquier, directeur technique du projet. *«Et pour cela, nous sommes très excités à l'idée de lui donner corps.»*

D'Atlantic City à Barcelone

Avec *Mégaphone*, l'ONF, de concert avec le Partenariat, souhaite poursuivre son exploration des nouvelles formes de narration documentaire dans des univers sociaux et médiatiques en mutation. Le projet contribue au foisonnement des «médias façades» à travers le monde, sur lesquels la jeune boîte montréalaise fait de plus en plus sa marque, ici comme ailleurs.

Cet été, Moment Factory a inscrit sons, images et projections sur le Boardwalk Hall d'Atlantic City, répondant ainsi à une commande de la ville qui a investi 3 millions de dollars dans ce projet. Fin septembre, elle va mettre à profit sa créativité dans l'illumination de la célèbre basilique inachevée d'Antoni Gaudí, la Sagrada Família, à Barcelone dans le cadre de la Mercè, la grande fête estivale et séculaire qui se tient dans cette ville. Budget de l'opération: 150 000$. L'enveloppe consacrée au projet *Mégaphone* de Montréal est de 250 000$.

Le Devoir

Santé: 20 ans pour éclaircir les mystères du vieillissement

JEANNE CORRIVEAU

Pourquoi certaines personnes vieillissent-elles en santé alors que d'autres tombent malades? Cette question et bien d'autres devraient trouver réponse grâce à une ambitieuse étude pancanadienne sur le vieillissement qui sera menée au cours des deux prochaines décennies. À Montréal, cette étude sera pilotée par l'Institut de recherche du Centre universitaire de santé McGill (CUSM).

Lancé officiellement jeudi, le volet montréalais de l'*Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement* permettra de recueillir des données sur 3000 personnes qui, tous les trois ans, seront interrogées et subiront des évaluations physiques par l'entremise d'entrevues téléphoniques, de rencontres à domicile et d'évaluations dans les locaux de l'Institut de recherche du CUSM.

À l'échelle du Canada, ce sont donc 50 000 hommes et femmes âgés de 45 à 85 ans choisis aléatoirement qui seront suivis sur une période de 20 ans. Les chercheurs pourront ainsi connaître l'évolution de l'état de santé des participants, analyser les facteurs qui influencent la façon dont ils vieillissent et examiner leur attitude à l'égard des changements auxquels ils doivent faire face.

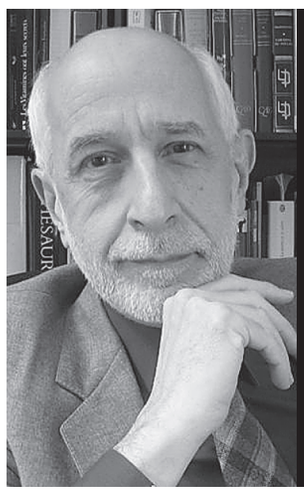
Cette vaste étude servira de plateforme de recherche afin d'alimenter les chercheurs durant des décennies, estime le Dr Yves Joanette, directeur scientifique de l'Institut du vieillissement des Instituts de recherche en santé du Canada. *«Ce projet unique va permettre de positionner le Canada sur la scène internationale en tant que leader dans la recherche sur le vieillissement»*, croit-il. Les résultats pourront notamment servir à guider les décideurs et les gouvernements dans leurs orientations en matière de santé et de services sociaux dans un contexte où le vieillissement de la population risque de devenir un enjeu majeur, au cours des prochaines années.

Onze bureaux ont été mis sur pied à travers le Canada pour recueillir les données. Le Québec comptera deux centres de collecte des données, l'un à Montréal et l'autre à Sherbrooke, sous la direction de l'Université de Sherbrooke.

Le Devoir

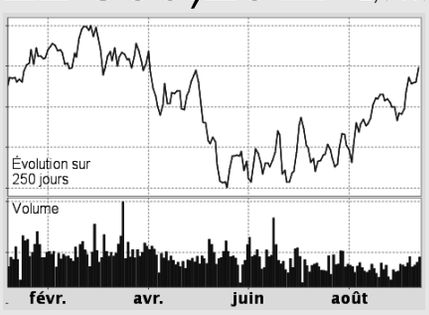
LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2012-09-12
lotoquebec.com
6/49 03 29 33 36 39 45 — 37 compl.
Prochain gros lot (approx.) : 8 000 000 $
Québec 49 05 25 32 36 42 46 — 23 compl.
Extra 0080270
6/49 Lot Bonis * 08 11 21 23 42 44
* Une rente de 100 000 $ par année à vie
6/49 LOTS BONIS UN À CHAQUE TIRAGE DE SEPTEMBRE — 100 000 $ PAR ANNÉE À VIE.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.
lotoquebec.com

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.
Psychologue clinicienne
ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE
514·861·0630
VIEUX-MONTRÉAL


Congédié ?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

MARCHÉS BOURSIERS

TORONTO S&P TSX
12 360,16 ▲ +127,54 +1,04 %



LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %
S&P TSX	189 007	**12 360,16**	+127,54	**1,0**
S&P TX20	104 946	**609,34**	+6,80	**1,1**
S&P TX60	93 605	**708,38**	+7,99	**1,1**
S&P TX60 Cap.	93 605	**783,33**	+8,84	**1,1**
Cons. de base	2 579	**230,35**	-0,63	**-0,3**
Cons. discrét.	6 358	**93,12**	+0,41	**0,4**
Énergie	37 051	**266,99**	+3,91	**1,5**
Finance	17 584	**180,18**	+1,24	**0,7**
Aurifère	106 851	**337,42**	+13,24	**4,1**
Santé	995	**66,06**	+0,51	**0,8**
Tech. de l'info	4 597	**23,23**	-0,30	**-1,3**
Industrie	9 749	**115,67**	+0,71	**0,6**

Indice	Volume (000)	Fermeture	var. pts	var. %
Matériaux	93 001	**342,43**	+10,21	**3,1**
Immobilier	4 024	**231,65**	+0,14	**0,1**
Télécoms	3 766	**107,91**	-1,10	**-1,0**
Serv. collect.	2 999	**220,25**	-1,73	**-0,8**
Métaux/minerais	13 765	**959,23**	+23,61	**2,5**

TSX CROISSANCE

TSX Venture	109 980	**1 302,89**	+20,24	**1,6**

Consultez toutes les cotes boursières sur **www.vmdconseil.ca**

HIER À LA BOURSE: Toronto a clôturé en hausse, la Réserve fédérale américaine ayant annoncé, comme plusieurs l'espéraient, de nouvelles mesures de relance pour aider la fragile reprise économique aux États-Unis. Elle investira 40 milliards par mois en rachat d'obligations, et ne relèvera pas son taux directeur avant la mi-2015.

Titre ▲▼ variation > 1 %	Symbole	Fermeture	Variation ($)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE ET DE BASE							
▼ **Alim. Couche-Tard**	ATD.B	**46,56**	-1,03	-2,16	**926**	27,21	51,18
Astral Media	ACM.A	**48,19**	0,27	0,56	**393**	31,00	49,29
Canadian Tire	CTC.A	**71,57**	0,51	0,72	**170**	54,00	72,57
Cogeco	CCA	**36,35**	0,07	0,19	**190**	34,45	54,28
▼ **Corus**	CJR.B	**22,20**	-0,34	-1,51	**207**	18,18	24,98
Jean Coutu	PJC.A	**14,50**	0,05	0,35	**62**	11,26	15,84
Loblaw	L	**34,84**	0,02	0,06	**122**	31,11	39,67
Magna	MG	**44,27**	-0,23	-0,52	**372**	31,91	48,99
Metro	MRU	**58,43**	0,21	0,36	**146**	43,70	59,68
▼ **Quebecor**	QBR.B	**33,35**	-0,61	-1,80	**89**	31,20	40,35
Rona	RON	**12,83**	-0,08	-0,62	**57**	8,64	14,49
Saputo	SAP	**40,70**	-0,20	-0,49	**192**	35,80	46,36
Shaw	SJR.B	**20,07**	0,01	0,05	**439**	18,93	22,00
Shoppers Drug Mart	SC	**42,93**	0,19	0,44	**220**	39,30	44,44
▲ **Tim Hortons**	THI	**50,90**	0,54	1,07	**457**	44,50	57,91
▲ **Transat A.T.**	TRZ.B	**4,90**	0,91	22,81	**1 356**	2,79	7,74
Yellow Media	YLO	**0,07**	0,00	0,00	**416**	0,02	0,81
ÉNERGIE							
Cameco	CCO	**21,28**	0,16	0,76	**1 255**	17,25	26,43
▲ **Canadian Natural**	CNQ	**32,82**	0,86	2,69	**2 488**	25,58	41,12
▲ **Canadian Oil Sands**	COS	**21,76**	0,44	2,06	**770**	18,17	25,19
Enbridge	ENB	**38,60**	0,11	0,29	**890**	30,76	42,23
▲ **EnCana**	ECA	**22,61**	0,35	1,57	**1 849**	17,25	23,70
Enerplus	ERF	**16,34**	0,15	0,93	**925**	11,67	29,39
Nexen	NXY	**24,92**	-0,08	-0,32	**808**	14,20	26,70
Pengrowth Energy	PGF	**6,94**	-0,01	-0,14	**652**	5,92	11,36
Pétrolière Impériale	IMO	**47,32**	0,35	0,75	**424**	34,15	49,26
▲ **Suncor Energy**	SU	**33,18**	0,56	1,72	**3 638**	23,97	37,28
▲ **Talisman Energy**	TLM	**13,98**	0,16	1,16	**2 530**	9,72	15,14
TransCanada	TRP	**45,22**	0,02	0,04	**637**	39,25	46,29
FINANCIÈRES							
B. CIBC	CM	**77,03**	-0,09	-0,12	**1 221**	68,15	78,29
B. de Montréal	BMO	**58,15**	0,19	0,33	**1 023**	53,15	61,29
B. Laurentienne	LB	**46,18**	-0,02	-0,04	**94**	40,66	48,68
B. Nationale	NA	**74,59**	0,54	0,73	**431**	63,27	81,27
B. Royale	RY	**55,75**	0,34	0,61	**1 806**	43,30	59,13
B. Scotia	BNS	**53,44**	0,22	0,41	**1 620**	47,54	57,17
B. TD	TD	**81,46**	0,16	0,20	**1 546**	68,13	85,85
▲ **Brookfield Asset**	BAM.A	**35,12**	0,45	1,30	**603**	25,91	35,25
Cominar Real	CUF.UN	**24,10**	-0,14	-0,58	**172**	20,14	25,46
Corp. Fin. Power	PWF	**25,78**	0,24	0,94	**335**	23,62	30,15
▲ **Fin. Manuvie**	MFC	**12,14**	0,56	4,84	**6 019**	10,18	14,07
▲ **Fin. Sun Life**	SLF	**23,63**	0,56	2,43	**1 349**	17,92	26,58
▲ **Great-West Lifeco**	GWO	**22,11**	0,25	1,14	**269**	19,15	25,28
▲ **Industrielle All.**	IAG	**28,24**	0,28	1,00	**68**	20,55	33,52
▲ **Power Corporation**	POW	**24,00**	0,30	1,27	**424**	20,90	27,42
TMX	X	**49,95**	0,05	0,10	**170**	38,11	50,09
INDUSTRIELLES							
▲ **Air Canada**	AC.B	**1,17**	0,05	4,46	**1 889**	0,78	1,76
▲ **Bombardier**	BBD.B	**3,80**	0,10	2,70	**5 121**	3,30	4,93
CAE	CAE	**10,34**	0,09	0,88	**420**	9,03	11,24
Canadien Pacifique	CP	**83,16**	-0,36	-0,43	**299**	46,01	85,66
Chemin de fer CN	CNR	**90,25**	-0,55	-0,61	**605**	63,72	92,20
▲ **SNC-Lavalin**	SNC	**36,45**	0,96	2,70	**320**	34,36	55,95
Transcontinental	TCL.A	**8,06**	0,04	0,50	**141**	7,97	13,37
▲ **TransForce**	TFI	**18,22**	0,38	2,13	**272**	9,76	19,14
MATÉRIAUX							
Agrium	AGU	**101,47**	0,47	0,47	**1 259**	63,93	101,47
▲ **Barrick Gold**	ABX	**40,32**	1,57	4,05	**7 335**	31,18	55,18
▲ **Goldcorp**	G	**44,00**	1,99	4,74	**5 148**	32,34	55,00
▲ **Kinross Gold**	K	**9,58**	0,25	2,68	**4 475**	7,15	17,87
▲ **Mines Agnico-Eagle**	AEM	**48,61**	1,43	3,03	**2 032**	31,50	70,63
Potash	POT	**41,22**	0,30	0,73	**2 277**	38,31	57,46
▲ **Teck Resources**	TCK.B	**31,44**	0,82	2,68	**2 678**	26,02	44,00
SERVICES PUBLICS							
Fortis	FTS	**32,95**	-0,17	-0,51	**369**	31,32	34,98
TransAlta	TA	**14,26**	-0,01	-0,07	**1 460**	13,96	23,42
TECHNOLOGIE							
CGI	GIB.A	**26,50**	-0,21	-0,79	**957**	17,02	27,00
Research In Motion	RIM	**7,19**	-0,07	-0,96	**2 109**	6,24	30,33
TÉLÉCOMMUNICATIONS							
▼ **BCE**	BCE	**43,36**	-0,60	-1,36	**1 491**	37,50	45,28
Bell Aliant	BA	**26,29**	-0,22	-0,83	**242**	24,41	28,85
Rogers	RCI.B	**40,62**	-0,16	-0,39	**828**	34,34	41,19
▼ **Telus**	T	**61,70**	-0,87	-1,39	**1 100**	50,00	65,39
FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE							
iShares DEX	XBB	**31,28**	0,03	0,10	**189**	30,44	31,86
▲ **iShares MSCI**	XEM	**22,93**	0,46	2,05	**17**	20,10	25,02
▲ **iShares MSCI EMU**	EZU	**31,64**	0,39	1,25	**5 308**	24,77	33,47
▲ **iShares S&P 500**	XSP	**16,67**	0,25	1,52	**1 122**	12,31	16,67
▲ **iShares S&P/TSX**	XIC	**19,56**	0,20	1,03	**75**	17,10	20,22

Titre	Symbole	Fermeture	Variation ($)	Variation (%)	Volume (000)	52 semaines bas	52 semaines haut
LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO							
Barrick Gold	ABX	**40,32**	1,57	4,05	**7 335**	31,18	55,18
iShares S&P/TSX	XIU	**17,85**	0,21	1,19	**7 134**	15,61	18,32
Fin. Manuvie	MFC	**12,14**	0,56	4,84	**6 019**	10,18	14,07
Goldcorp	G	**44,00**	1,99	4,74	**5 148**	32,34	55,00
Yamana Gold	YRI	**17,84**	0,84	4,94	**4 971**	12,76	18,09
Osisko Mining	OSK	**10,26**	0,36	3,64	**4 870**	6,25	14,95
Kinross Gold	K	**9,58**	0,25	2,68	**4 475**	7,15	17,87
Lundin Mining	LUN	**5,07**	0,04	0,80	**3 828**	3,17	5,37
Suncor Energy	SU	**33,18**	0,56	1,72	**3 638**	23,97	37,28
Eldorado Gold	ELD	**14,66**	0,52	3,68	**3 505**	9,94	21,23
LES GAGNANTS EN %							
Transat A.T.	TRZ.B	**4,90**	0,91	22,81	**1 356**	2,79	7,74
Transat A.T.	TRZ.A	**4,90**	0,80	19,51	**20**	3,01	7,94
Niko Resources	NKO	**10,53**	1,53	17,00	**1 429**	8,94	58,35
Centerra Gold	CG	**8,89**	0,86	10,71	**505**	6,20	23,46
Seabridge Gold	SEA	**19,01**	1,67	9,63	**61**	12,31	27,74
Golden Minerals	AUM	**6,77**	0,59	9,55	**101**	3,34	12,47
Revett Minerals	RVM	**3,47**	0,29	9,12	**19**	2,84	6,00
Stillwatr Mining	SWC.U	**12,98**	1,07	8,98	**8**	7,37	15,21
Alexco Resource	AXR	**4,21**	0,34	8,79	**114**	3,19	9,05
Horizons BetaPro	HZU	**6,70**	0,54	8,77	**1 942**	3,90	12,64
LES PERDANTS EN %							
Horizons BetaPro	HVU	**8,49**	-1,46	-14,67	**1 209**	8,49	637,60
Opmedic	OMG	**2,25**	-0,23	-9,27	**15**	2,25	5,00
Horizons BetaPro	HZD	**3,83**	-0,36	-8,59	**1 300**	3,82	8,18
iPath S&P 500 VIX	VXX	**8,59**	-0,77	-8,23	**194**	8,59	62,87
Horizons BetaPro	HUV	**4,80**	-0,40	-7,69	**30**	4,80	30,70
Horizons BetaPro	HGD	**8,96**	-0,73	-7,53	**950**	6,71	15,89
Chinook Energy	CKE	**1,57**	-0,12	-7,10	**98**	1,01	1,85
PFB	PFB	**7,01**	-0,49	-6,53	**1**	4,81	7,87
iPath S&P 500 VIX	VXX.U	**9,03**	-0,57	-5,94	**1**	9,03	53,43
MacDonald,	MDA	**50,65**	-3,17	-5,89	**891**	39,64	61,74
LES GAGNANTS EN $							
Royal Gold	RGL	**88,65**	3,75	4,42	**10**	57,01	89,73
Constellation	CSU	**105,15**	1,85	1,79	**30**	62,97	105,15
Dollarama	DOL	**61,56**	2,59	4,39	**435**	33,81	64,79
Catamaran	CCT	**93,05**	2,28	2,51	**74**	41,45	106,60
Fairfax Financial	FFH.U	**379,00**	2,00	0,53	**0**	366,00	424,00
Goldcorp	G	**44,00**	1,99	4,74	**5 148**	32,34	55,00
Silver Wheaton	SLW	**37,10**	1,74	4,92	**2 254**	23,11	42,49
Franco-Nevada	FNV	**53,99**	1,71	3,27	**1 009**	36,42	55,10
Seabridge Gold	SEA	**19,01**	1,67	9,63	**61**	12,31	27,74
Allied Nevada Gold	ANV	**36,73**	1,62	4,61	**290**	23,96	45,54
LES PERDANTS EN $							
MacDonald,	MDA	**50,65**	-3,17	-5,89	**891**	39,64	61,74
Fairfax Financial	FFH	**366,59**	-2,41	-0,65	**17**	360,43	442,00
PowerShares DB	DOE	**36,95**	-1,91	-4,92	**0**	36,95	85,00
Canadian Utilities	CU	**67,08**	-1,66	-2,41	**96**	57,90	72,00
Horizons BetaPro	HVU	**8,49**	-1,46	-14,67	**1 209**	8,49	637,60
Boardwalk Real	BEI.UN	**63,19**	-1,41	-2,18	**63**	45,75	66,53
Alim. Couche-Tard	ATD.B	**46,56**	-1,03	-2,16	**926**	27,21	51,18
Canadian Utilities	CU.X	**67,60**	-0,90	-1,31	**0**	58,21	71,75
Telus	T	**61,70**	-0,87	-1,39	**1 100**	50,00	65,39
Quebecor	QBR.A	**33,10**	-0,80	-2,36	**0**	30,01	40,00

NEW YORK S&P 500
1 459,99 ▲ +23,43 +1,63 %

NASDAQ
3 155,83 ▲ +41,52 +1,33 %

DOW JONES
13 539,86 ▲ +206,51 +1,55 %

LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Indice	Fermeture	var. pts	var. %
Euronext 100 (Europe)	**663,40**	-5,38	**-0,8**
CAC 40 (France)	**3 502,09**	-41,70	**-1,2**
DAX (Allemagne)	**7 310,32**	-33,21	**-0,5**
FTSE MIB (Italie)	**16 244,28**	-175,51	**-1,1**
MXSE (Mexique)	**40 664,55**	+416,17	**1,0**
Bovespa (Brésil)	**61 958,12**	+2036,32	**3,4**
Shanghai (Chine)	**2 110,38**	-16,18	**-0,8**
Hang Seng (Hong Kong)	**20 047,63**	-27,76	**-0,1**
Nikkei 225 (Japon)	**8 995,15**	+35,19	**0,4**
ASX ALL ORD (Australie)	**4 359,77**	-23,35	**-0,5**
RTS (Russie)	**1 508,13**	+23,25	**1,6**

PÉTROLE
98,31
+1,30 **$US**
+1,34 %

OR
1769,10
+38,50 **$US**
+2,22 %

DOLLAR CANADIEN
103,27
+0,87 **¢US**
1$US = 96,83¢

0,795
+0,0007 **EURO**
1 EURO = 1,2578$

Autres devises

ROYAUME-UNI
1$ vaut **0,6394** livre

SUISSE
1$ vaut **0,9655** franc

MEXIQUE
1$ vaut **13,2608** pesos

AUSTRALIE
1$ vaut **0,9798** dollar

CHINE
1$ vaut **6,4893** renminbis

HONG KONG
1$ vaut **8,0079** dollars

JAPON
1$ vaut **80,0641** yens

CENTRE D'ANALYSE ET DE SUIVI DE L'INDICE QUÉBEC
L'indice Québec est une initiative du Département de finance de l'Université de Sherbrooke et de l'Institut de recherche en économie contemporaine

INDICES QUÉBÉCOIS

Indice	Fermeture	var. pts	var. %
INDICE QUÉBEC **IQ30**	**1394,15**	+6,34	**+0,46**
INDICE QUÉBEC **IQ120**	**1413,10**	+8,16	**+0,58**

FAITES RAYONNER VOTRE ENGAGEMENT.

Soumettez votre candidature ou celle d'une personne engagée d'ici le 12 octobre 2012. Si votre candidature est sélectionnée[1], un prix de 1 000 $ ou plus sera remis à l'organisme à but non lucratif pour lequel vous œuvrez.

Pour vous inscrire, visitez **desjardins.com/fondation**

[1] Certaines conditions s'appliquent.

Les Prix Fondation Desjardins - Engagement bénévole

Desjardins La Fondation

ÉCONOMIE

Le prix de l'essence devrait baisser de 5 à 7 ¢ au pays

Mais les automobilistes ne sont pas au bout de leurs peines

TERRY PEDWELL
à Ottawa

Les automobilistes canadiens connaîtront peut-être un peu de répit après la hausse soudaine du prix de l'essence cette semaine, mais des analystes craignent que l'impact des prix élevés se poursuive au cours des prochains jours, alors que les courtiers en matières premières spéculent sur les plans de relance économique aux États-Unis.

Le prix du litre d'essence devrait diminuer de façon importante après la forte hausse de mercredi, selon le site Web *TomorrowGasPricesToday*, qui suit les variations de prix à la pompe.

Les prix devraient reculer de 5 à 7 ¢ le litre ce vendredi matin, selon les régions, a indiqué Dan McTeague, un ancien député libéral fédéral qui s'occupe du site Web de surveillance des prix. Selon lui, la hausse de mercredi est le simple résultat d'une décision des producteurs. M. McTeague note par ailleurs que ces derniers vont sans doute revenir sur leur décision, puisqu'ils ne peuvent justifier une telle augmentation.

«La hausse rapide, sans véritable explication, avait davantage à voir avec le désir des pétrolières canadiennes de réaliser un profit supplémentaire, alors qu'elles forment un véritable monopole», a dit l'ex-député.

« [Les pétrolières] *ont clairement décidé d'agir rapidement en prévision de l'annonce de la Réserve fédérale des États-Unis quant à une éventuelle nouvelle ronde de mesures de relance de l'économie américaine.»*

De fait, la Fed a annoncé jeudi qu'elle investirait 40 milliards $US chaque mois pour acheter des obligations adossées à des créances hypothécaires, et ce aussi longtemps que nécessaire. La banque centrale a également indiqué son intention de maintenir les taux d'intérêts à court terme à un niveau plancher record, et ce au moins jusqu'au milieu de 2015, en plus de poser d'autres gestes non conventionnels si l'embauche n'augmente pas.

Les automobilistes devraient cependant s'attendre à d'autres hausses de prix, en raison de la spéculation sur la vigueur des économies américaine et européenne.

Le prix de l'essence a bondi de 13 ¢ à Montréal, mercredi, pour atteindre 1,53 $ le litre; les prix ont reculé de quelques cents jeudi.

Au-delà des courtiers spéculant sur le marché, M. McTeague met en garde contre le *«véritable»* problème: la faible capacité de raffinage au Canada, qui pourrait provoquer une pénurie, particulièrement dans l'est du pays.

«Je suis désormais inquiet face à un scénario qui pourrait mener à une crise dans l'Est et dans les Prairies, aussi bien pour l'essence que pour le carburant diesel.»

Selon des analystes, une augmentation de la capacité de raffinage et une stratégie énergétique nationale pourraient réduire les risques de pénurie.

La construction de nouvelles infrastructures pétrolières est une solution encouragée par le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney.

La Presse canadienne

Les TCA pourraient cibler plus d'un constructeur en cas d'échec des négociations

ROSS MAROWITS

Les Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA) pourraient cibler plus d'un des trois grands constructeurs automobiles américains avec une grève, en cas d'échec des négociations dans le cadre desquelles le syndicat a proposé d'importantes concessions.

«Actuellement, il y a possibilité de grève chez les trois», a affirmé jeudi le secrétaire-trésorier des TCA, Peter Kennedy, lors d'un entretien.

M. Kennedy a indiqué que le syndicat déterminerait quel constructeur serait visé alors que les parties se rapprocheront du moment prévu pour le déclenchement d'un arrêt de travail, lundi, à 23h39.

Les TCA attendaient jeudi une réaction à leur plus récente proposition, incluant une réduction du salaire des nouveaux employés des usines canadiennes de General Motors, Ford et Chrysler.

Le syndicat est prêt à accepter un plan qui verrait les nouveaux employés prendre plus de temps pour atteindre le haut de l'échelle salariale.

«Ce que nous avons proposé [...] *est un système* [...] *dans le cadre duquel les gens commenceront à un salaire moins élevé mais finiront par obtenir le salaire courant au sein de l'usine»*, a déclaré M. Kennedy.

Néanmoins, M. Kennedy a refusé de confirmer les informations voulant que les TCA auraient proposé d'octroyer un salaire moins généreux aux nouveaux employés pendant leurs dix premières années de travail, quatre ans de plus que ce qui est prévu par le système actuel.

Le président des TCA, Ken Lewenza, a déjà déclaré que le syndicat s'opposait à une rémunération à deux paliers permanente comme celle qui a été acceptée par le syndicat des United Auto Workers aux usines des trois constructeurs aux États-Unis.

M. Kennedy a indiqué que le syndicat proposait une solution canadienne au problème des coûts fixes ne créant pas de «main-d'œuvre de deuxième catégorie permanente parmi la main-d'oeuvre».

«Mais ils ont des œillères et ne réalisent pas que c'est un autre pays, et nous rejetons le principe d'un système à deux paliers permanent», a-t-il ajouté.

Le fait d'avoir deux employés travaillant côte à côte en gagnant des salaires différents, dont un n'ayant aucun espoir d'atteindre le sommet de l'échelle, créerait de la *«dissension et de l'agitation»* qui n'auraient rien de bon pour le syndicat ou les entreprises, a estimé M. Kennedy.

M. Kennedy a affirmé que les présentes négociations étaient les plus difficiles auxquelles il a pris part en plus de 20 ans, incluant celles sur la restructuration de 2009 ayant permis à GM et Chrysler d'éviter la faillite.

«Nous avons aujourd'hui une compagnie qui étudie sérieusement notre proposition, et ils nous ont laissé entendre qu'ils pourraient travailler avec ça, de sorte que nous sommes optimistes. Mais d'autre part, nous avons deux compagnies qui refusent en ce moment de bouger», a-t-il affirmé, refusant d'identifier l'entreprise jugée réceptive à la proposition des TCA.

La Presse canadienne

ÉCONOMIE

ÉTATS-UNIS

La Fed injectera 40 milliards par mois dans l'économie

La Réserve fédérale prolonge également sa politique de bas taux jusqu'à la mi-2015

SAUL LOEB AFP

Ben Bernanke

La banque centrale des États-Unis (Fed) a annoncé jeudi qu'elle allait augmenter le montant de la perfusion financière sous laquelle elle maintient l'économie américaine afin de soutenir la relance du marché de l'emploi et de l'immobilier.

Son Comité de politique monétaire (FOMC) a décidé qu'elle allait racheter à partir de vendredi de nouveaux titres adossés à des créances immobilières émis par les organismes de refinancement hypothécaires parapublics (Fannie Mae, Freddie Mac) à raison de 40 milliards de dollars par mois.

La Fed ne fixe pas de date de fin à ce nouveau programme qui va créer de nouveau de la monnaie, et indique qu'elle le continuera si *«la perspective du marché du travail ne s'améliore pas nettement»*.

Elle est même prête à augmenter ses rachats ou à employer d'*«autres moyens»* (comme jouer sur la composition de son portefeuille de titres, ou préciser davantage ce que serait sa réponse à certaines éventualités), pour parvenir à cette amélioration tant espérée par les quelque 12,5 millions de chômeurs que compte officiellement le pays, mais aussi par des millions d'autres Américains contraints de travailler à temps partiel faute de pouvoir trouver mieux.

La Fed a revu à la hausse sa prévision de croissance pour 2013 (à 2,5–3,0%). Cependant, a expliqué son président, Ben Bernanke, la situation de l'emploi *«reste un motif de grande inquiétude»* et le Comité craint que, sans mesures supplémentaires, la croissance ne soit pas assez forte pour entraîner une *«amélioration soutenue»* du marché du travail.

Le FOMC justifie également son action par la persistance de la crise en Europe, qui continue de menacer la reprise américaine, et par sa prévision du maintien, jusqu'en 2014, d'une inflation inférieure à son objectif de 2,0%.

Création monétaire

La Réserve fédérale promet également de maintenir son taux directeur, quasi nul depuis plus de trois ans et demi, à un niveau *«exceptionnellement bas»* jusqu'à mi-2015 au moins si nécessaire.

Cette annonce était attendue, mais un certain nombre d'analystes doutaient que la Fed décide de se lancer dans une nouvelle phase «d'assouplissement quantitatif» en créant de nouveau de la monnaie pour financer ses rachats de titres.

Depuis l'automne 2008, la Fed a injecté ainsi 2300 milliards de dollars dans le circuit financier.

Critique

Cette politique est très critiquée, aux États-Unis, par nombre de républicains qui l'accusent de saper le dollar, à l'étranger par des pays émergents qui lui reprochent de susciter des flux de capitaux déstabilisateurs, et au sein même de la Fed par un certain nombre de dirigeants pour qui elle risque d'entraîner une inflation difficilement maîtrisable à terme et de compliquer le retour à une politique monétaire normale.

Néanmoins, le FOMC estime que, combinés à ses opérations actuelles d'achats et de ventes de titres sur les marchés financiers, ses nouveaux rachats d'actifs devraient «*exercer une pression à la baisse sur les taux d'intérêt à long terme, soutenir le marché des emprunts immobiliers et contribuer à détendre dans l'ensemble l'environnement financier*».

Conscient des limites de ces mesures, M. Bernanke a indiqué qu'elles n'étaient pas la *«panacée»* aux problèmes de l'économie américaine.

Mais comme le Congrès est totalement bloqué par l'incapacité des démocrates et des républicains à s'entendre sur les questions budgétaires et économiques, la Fed est la seule à avoir les moyens d'agir.

Agence France-Presse

La croissance ralentira au Canada, prévoit l'OCDE

Ottawa — L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) affirme que les indicateurs avancés du Canada laissent entrevoir une poursuite de la croissance, mais inférieure à la tendance à long terme pour le pays.

Les perspectives économiques du Canada correspondent à celles des grandes économies de la planète, selon l'agence internationale installée à Paris.

Dans son plus récent rapport, l'OCDE indique que les principales économies risquent de continuer à perdre de la vitesse au cours des prochains trimestres, ce à quoi plusieurs imputent la récente performance sans éclat du Canada.

Le Canada a épongé le pire déficit commercial de son histoire en juillet.

Parmi les grandes économies, seules celles du Brésil et du Royaume-Uni peuvent s'attendre à une amélioration de leur croissance, avance l'OCDE.

Les autres traversent une période de ralentissement, de croissance modérée ou de faible croissance continue, selon l'organisation.

L'indice des indicateurs avancés ne prédit pas l'évolution du produit intérieur brut, mais la description faite du Canada laisse présager une amélioration du PIB de 2% ou moins au cours des prochains trimestres.

Cette performance serait légèrement inférieure à celle anticipée par la Banque du Canada en juin. La banque centrale avait alors évoqué une reprise de la croissance au quatrième trimestre et une accélération en 2013.

La Presse canadienne

LUIS ACOSTA AGENCE FRANCE-PRESSE

Sunwing augmente sa capacité vers le sud

Transat a diminué son offre vers le soleil pour réduire ses coûts et augmenter ses profits

FRANÇOIS DESJARDINS

Alors que Transat a pris la décision de réduire sa capacité sur les destinations soleil au cours des prochains mois, son concurrent Sunwing entend toujours augmenter la sienne par rapport à l'an dernier, a indiqué jeudi la direction du voyagiste.

Sunwing, fondée par Colin Hunter et associée depuis 2010 au géant mondial TUI Travel, qui en détient 49%, termine ces jours-ci un exercice financier qui se soldera par un chiffre d'affaires de 1,3 milliard.

Au cours de l'hiver prochain, la compagnie entend porter son offre globale à 400 000 sièges à partir du Québec et de l'aéroport d'Ottawa, contre 350 000 durant la saison hiver 2012.

«À nos points stratégiques, la demande est bonne, comme à Québec et à Bagotville», a dit le fondateur de Sunwing, Colin Hunter, qui était de passage à Montréal jeudi. La compagnie, qui a récemment mis le pied dans l'hôtellerie, aura cet hiver 11 avions, un de plus que l'an dernier, qui desserviront cinq aéroports au Québec. Une vingtaine d'autres appareils seront actifs ailleurs au Canada.

M. Hunter, qui est président du conseil, et Sam Char, chef de la direction de Sunwing au Québec, ont indiqué que la compagnie n'exclut pas la possibilité de desservir d'autres aéroports au Québec, mais qu'il doit d'abord y avoir une demande et une infrastructure appropriée. Un des défis consiste à composer avec le fait que des aéroports régionaux n'ont pas de services douaniers, forçant ainsi une escale à Montréal avant de poursuivre vers la destination soleil.

Les derniers mois ont été marqués par l'apparition de deux syndicats au sein de son personnel: alors que les pilotes se sont joints aux TCA, les agents de bord ont signé avec le Syndicat canadien de la fonction publique, qui représente aussi ceux d'Air Canada. Les négociations entre les agents de bord et la direction ont débuté mercredi.

Transat

Par ailleurs, le voyagiste Transat a publié hier un chiffre d'affaires de 909 millions au cours du troisième trimestre, ce qui représente une baisse de 3% que l'entreprise impute à une diminution de sa capacité. L'entreprise a réalisé un bénéfice net de 9,4 millions, comparativement à une perte de près de 3 millions l'an dernier.

«Quoique l'environnement concurrentiel demeure exigeant, les perspectives à l'égard du quatrième trimestre se sont améliorées au cours des trois derniers mois», a indiqué Transat dans un communiqué.

La compagnie a réduit sa capacité sur le marché transatlantique et sur les destinations soleil, ce qui, combiné à des mesures de contrôle des coûts, a permis d'améliorer les marges, a dit Transat.

De façon plus spécifique, Transat a dit que sa capacité transatlantique au quatrième trimestre est de 10% inférieure à 2011, et celle sur les destinations du Sud a baissé de 17%.

Le Devoir

Telus aussi s'oppose au projet de Bell

Le géant canadien des télécommunications Telus a demandé jeudi matin au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) de bloquer l'acquisition proposée d'Astral par Bell.

L'entreprise de Vancouver a expliqué au CRTC que de permettre à Bell de prendre encore plus d'ampleur serait néfaste pour ses rivales et pour les consommateurs.

Telus a ajouté que Bell a déjà refusé ou compliqué l'acquisition des droits sur le contenu de différentes plateformes comme les appareils mobiles, les ordinateurs et la télédiffusion.

Telus a prévenu que des mesures additionnelles seraient nécessaires pour empêcher Bell de profiter de sa position de force sur le marché si la transaction est autorisée.

Telus n'est que la plus récente rivale de Bell, après Rogers et Québecor, à se prononcer contre cette acquisition. Shaw Communications, en revanche, l'appuie.

La Presse canadienne

AVIS DE NOMINATION

Le Conseil d'administration de la Société du réseau ÉCONOMUSÉE® est heureux d'annoncer la nomination de son nouveau président, monsieur Michel Gervais, en remplacement du fondateur du réseau, monsieur Cyril Simard, qui prend sa retraite.

M. Gervais est toujours très engagé sur le plan régional, national et international. Il a été notamment recteur de l'Université Laval, directeur général de l'Institut universitaire en santé mentale de Québec, et est bien connu du monde des affaires, de l'éducation, de la santé et de la culture.

Officier de l'Ordre du Canada, de l'Ordre national du Québec et de l'Ordre national du mérite de France, M. Michel Gervais a reçu des doctorats honorifiques de l'Université McGill, de l'Université Bishop's, de l'Université du Manitoba et de l'Université de Montréal.

Fort de ses cinq ans d'expérience au sein du Conseil d'administration de la Société, monsieur Gervais continuera à assurer la pérennité du réseau, bien appuyé par les administrateurs bénévoles, la permanence et l'ensemble des partenaires du réseau international.

DBRS abaisse la note de l'imprimeur et éditeur Transcontinental

SYLVAIN LAROCQUE

L'agence de notation DBRS abaisse d'un cran la cote de crédit de l'imprimeur et éditeur Transcontinental, invoquant la popularité grandissante des médias électroniques au détriment de l'imprimé.

La cote de Transcontinental passe de BBB (élevé) à BBB, a indiqué l'agence torontoise dans un communiqué publié mercredi. Aux yeux de DBRS, les perspectives de l'entreprise montréalaise demeureront négatives pour l'avenir prévisible.

L'agence avait placé Transcontinental ainsi que l'éditeur de journaux Torstar sur sa liste de surveillance en juillet après avoir mis à jour sa méthodologie pour le secteur de l'impression. Jusqu'ici, Torstar a échappé à la décote.

DBRS fait remarquer qu'en excluant les acquisitions, les revenus et les profits d'exploitation de Transcontinental ont commencé à reculer au trimestre qui a pris fin le 31 octobre 2011.

Dans l'espoir de corriger la situation, l'entreprise a acquis, au début de 2012, les imprimeries canadiennes de Quad/Graphics. Elle s'affaire de plus à améliorer son efficience et élargit son offre de produits, notamment dans le domaine du marketing numérique.

Or, DBRS doute que ces initiatives permettront réellement de faire croître les revenus et le bénéfice d'exploitation de Transcontinental de façon soutenue.

En fait, l'agence craint que le déclin structurel de la demande pour les produits imprimés traditionnels n'annule complètement les impacts positifs des efforts de Transcontinental.

La Presse canadienne

ÉDITORIAL

NUCLÉAIRE

La fin de Gentilly

Inaugurée en 1983, la centrale nucléaire Gentilly-2 a atteint les limites de sa vie utile. Même si Hydro-Québec et le gouvernement libéral ont décidé, en 2008, de procéder à sa réfection, il n'est pas trop tard pour revenir en arrière, comme la logique économique commande le faire.

Gentilly-2 est une centrale nucléaire de technologie canadienne d'une puissance de 675 mégawatts. Responsable de 3% de l'électricité consommée au Québec (environ 75000 ménages), elle présentait l'avantage de fournir un rendement constant.

En 29 ans de fonctionnement, la centrale n'a pas connu de déficience majeure, et si bien des rumeurs et des accusations ont pu circuler au sujet de retombées négatives sur la santé de la population avoisinante, aucune preuve scientifique en ce sens n'a été apportée.

Cela dit, le nucléaire a ceci de particulier que personne ne peut non plus fournir l'assurance qu'une centrale comme Gentilly-2 est à l'abri d'un accident important qui pourrait aller jusqu'à la fonte du cœur du réacteur, entraînant la mort de centaines de personnes exposées à la radioactivité.

En 1976, trois ans avant l'accident de Three Mile Island (États-Unis), le gouvernement de René Lévesque avait décrété que le Québec n'irait pas plus loin dans l'expérience nucléaire, lui préférant les grands barrages plus destructeurs de l'environnement, mais moins risqués et plus économiques. Ce faisant, le Québec choisissait de façon délibérée de laisser l'Ontario développer seule cette filière qui bénéficia de dizaines de milliards d'investissements d'Ottawa.

JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Aujourd'hui, l'industrie nucléaire canadienne végète. Si Ottawa conserve toujours l'espoir de vendre des centrales équipées de réacteurs CANDU de dernière génération, ceux-ci n'existent que sur papier et peu d'experts y croient encore.

En revanche, plusieurs CANDU doivent être remis à neuf, dont celui de Gentilly, et c'est à cette tâche que s'active le lobby du nucléaire, dont SNC-Lavalin est devenue le principal acteur depuis qu'elle a acquis Énergie atomique Canada, l'an dernier. Une donne nouvelle qui, on le devine, a son importance dans le processus de décision auquel les partis politiques du Québec sont confrontés.

Il y a quatre ans, le président d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, annonçait qu'on allait procéder à la réfection de Gentilly-2 au coût de 1,9 milliard, travaux qui devaient être terminés en 2012 mais qui ne sont pas vraiment commencés. Pourtant, Hydro a dépensé près de 1 milliard depuis ce temps dans l'aventure et l'estimation des coûts a continué de grimper. À un point tel que Québec a décidé de revoir le dossier.

À Point Lepreau, au Nouveau-Brunswick, on termine cet automne la réfection d'un réacteur semblable à celui de Gentilly, avec trois ans de retard et 1 milliard en dépassements de coûts. Selon Hydro-Québec, les leçons tirées de cette expérience et d'une troisième en cours en Corée lui feront économiser temps et argent. Malgré cela, le coût de revient de l'électricité produite à Gentilly atteindrait 12¢/kWh selon les estimations de l'économiste Jean-Thomas Bernard, soit beaucoup plus que l'hydroélectricité, l'éolien, et plus du double du prix obtenu à l'exportation. Et cela ne comprend pas les coûts du démantèlement de la centrale à terme, soit un autre milliard en dollars d'aujourd'hui, et ceux de l'entreposage définitif des déchets radioactifs, qu'on situe entre 2 et 5 milliards.

Les principaux opposants à la fermeture de la centrale sont, bien sûr, Hydro-Québec, qui ne veut pas perdre son expertise nucléaire, les firmes de génie qui profitent de ces lucratifs contrats, le syndicat des employés et les représentants régionaux. Peu nombreux, ces groupes n'en sont pas moins influents auprès des gouvernements.

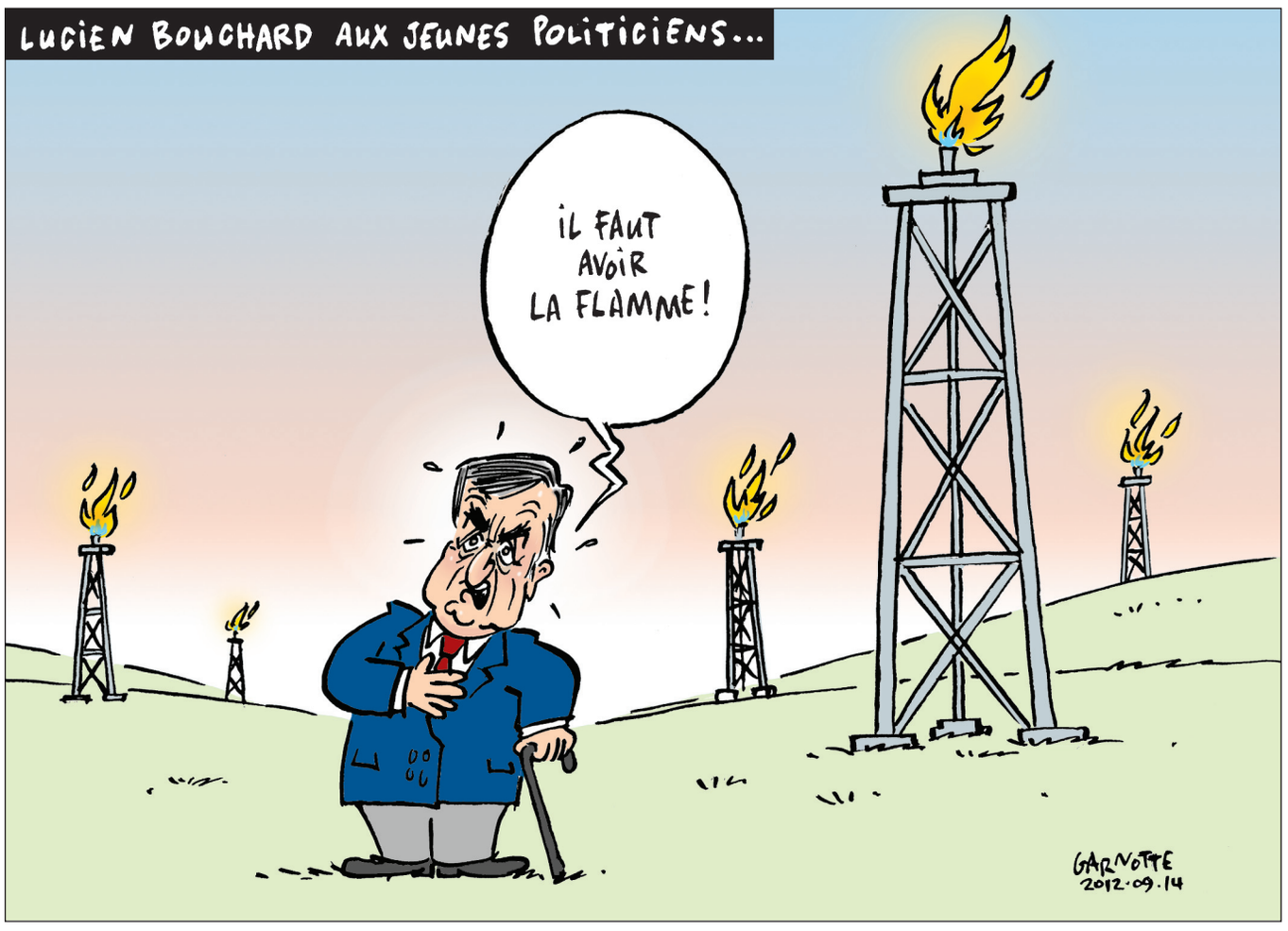
Pour dorer la pilule, le Parti québécois, dont la position favorable à la fermeture s'est raffermie au cours de la campagne électorale, a promis d'injecter 200 millions dans la région. Quant aux travailleurs d'Hydro-Québec, ils ont la sécurité d'emploi.

Depuis la catastrophe de Fukushima, plusieurs pays qui dépendent du nucléaire ont révisé leur stratégie. Parvenue à la fin de sa vie utile et compte tenu des excédents d'électricité dont dispose le Québec pour plusieurs années à venir, la raison dicte aujourd'hui de fermer Gentilly-2.

j-rsansfacon@ledevoir.com

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 › FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Augmentation du prix de l'essence, que faire ?

Les consommateurs sont, à juste titre, outrés des augmentations soudaines et importantes du prix de l'essence. À titre d'exemple, une augmentation de la nature de celle subie mardi, qui se situe autour de 10 cents par litre, a de quoi alimenter la colère des automobilistes, qui ont le sentiment d'être injustement traités.

Il existe pourtant une solution qui permet aux détaillants d'essence de faire le commerce des carburants en pouvant généralement couvrir leurs coûts d'exploitation et dégager un profit minime, tout en garantissant aux consommateurs de payer un juste prix en faisant le plein.

À cet égard, l'AQUIP a mis de l'avant une proposition législative qui fixe des prix minimum et maximum de l'essence. En vertu de cette proposition, le prix de l'essence de mardi n'aurait pas pu excéder 1,499 $, au lieu de 1,529 $. Ainsi, dans la région de Montréal (AMT), le prix du litre d'essence de mardi aurait pu osciller entre 1,465 $ et 1,499 $, alors que celui de mercredi se serait situé entre 1,442 $ et 1,476 $. La proposition de l'AQUIP aurait pour effet d'éviter les augmentations spectaculaires en suivant quotidiennement les prix de gros des raffineries, qui varient généralement peu d'une journée à l'autre.

Cette proposition a l'avantage de protéger doublement les consommateurs. En maintenant un nombre suffisant de détaillants, elle assure une saine concurrence, seul rempart contre les abus d'un marché dominé par quelques grandes corporations.

En limitant les augmentations des prix, elle garantit des prix qui n'excèdent pas une limite raisonnable entre les prix de gros des raffineries et les prix offerts à la pompe.

Sonia Marcotte
Présidente-directrice générale de l'Association québécoise des indépendants du pétrole
Le 12 septembre 2012

Un pays d'un seul bloc

Maintenant, le Québec mesure, comme pays, le point où il en est et le point où il veut aller, c'est un moment décisif, et contrairement à ce que déclare monsieur Lucien Bouchard, c'est maintenant ou jamais.

Le mal-être si souvent exprimé dans nos chansons et notre littérature, dans nos arts aux élans si souvent frustrés par les plaies des échecs politiques humiliants et les traumas successifs, ce mal-être va désormais être mis en relief et nous permettre de sortir de notre blues dépressif ancré dans nos vieilles souffrances collectives depuis la Conquête.

Nous avons la lutte à faire, plus que jamais, une lutte à finir de la seule façon par laquelle on puisse la terminer, c'est-à-dire par une victoire complète et totale sur un ennemi (nous-mêmes) veule et engourdi.

Nous avons à libérer une grande partie de notre peur que cette léthargie ancestrale tient trop bien entre ses mains, et qui opprime notre personnalité. Nous avons à aller, une fois de plus, à nos écritoires, à nos études, à nos travaux, pour établir par nos efforts, ce que seul un élan profond peut nous donner, notre identité.

Et, pour résister, pour finir cette lutte, nous avons à accroître nos forces, à les faire plus puissantes jour après jour, de manière que le pourcentage du Québec dans la victoire commune de la souveraineté soit aussi grand que possible.

Monsieur Bouchard doit se souvenir que c'est de cette résistance magnifique qu'est venue notre nation, celle qui a résisté jusqu'ici aux assauts, celle qui s'est dressée sur son sol pour défendre ses lois et sa langue, sa culture et son rayonnement, pour en faire d'un seul bloc un pays.

Daniel Gagnon
Membre fondateur de l'Union des écrivaines et écrivains québécois
Le 13 septembre 2012

LIBRE OPINION

Pour un nouvel acte fondateur au Québec

ALEXANDRE GERMAIN
Candidat au doctorat à la Chaire de recherche en études québécoises et canadiennes de l'UQAM

Les événements entourant les dernières élections québécoises et le traitement qu'elles ont reçu dans divers médias ont fait réapparaître le clivage linguistique et culturel qu'on avait un peu oublié sous le règne de Jean Charest. Ceci indique que ce clivage, qui oppose dans une certaine mesure la majorité francophone aux anglophones, peuples autochtones et communautés culturelles, ne s'effacera pas de lui-même.

Or, un constat s'impose à la lumière du résultat de ces élections: les projets souverainiste et fédéraliste échouent à rassembler la société québécoise autour d'objectifs communs à tous les groupes qui la composent. Le faible appui aux partis québécois et libéral en fournit la preuve. Ce faible appui procède toutefois de phénomènes opposés. Le Parti québécois souffre de la division du vote souverainiste, alors que le Parti libéral profite de l'absence de solution de rechange claire pour l'expression du vote fédéraliste.

La division du vote souverainiste s'explique en bonne partie par la difficulté des partis adhérant à cette option de répondre à la question fondamentale de la société que l'on veut créer. Plus encore, il faudrait démontrer pourquoi la souveraineté est le seul moyen d'y parvenir. La distance qui se crée avec les origines du mouvement souverainiste fait en sorte que ce qui était initialement proposé comme moyen est devenu une sorte de fin en soi. Celle-ci, il faut l'admettre, recueille peu d'appui chez les anglophones, les autochtones et les communautés culturelles. Pourtant, il pourrait — devrait — en être autrement.

L'absence d'options pour le vote fédéraliste est plutôt symptomatique de contingences historiques qui ont contribué à appauvrir le projet — comme l'idée — fédéral. Le courant fédéraliste québécois s'est considérablement transformé dans les dernières décennies. D'inspiration réformiste, il est devenu un courant (quasi) conformiste.

Pourtant, le Parti libéral québécois et le Parti libéral canadien furent jadis les promoteurs d'une tradition fédéraliste fondée sur une conception pluraliste et multinationale de la société canadienne. Que proposent aujourd'hui ces partis pour répondre au défi de la diversité nationale? Rien qui soit susceptible de rallier la majorité québécoise. Surtout, rien qui exploite tout le potentiel de l'idée fédérale.

Paradoxalement, la persistance du clivage linguistico-culturel fait en sorte que le Parti libéral québécois, représentant davantage les forces du *statu quo* que le fédéralisme, apparaît comme étant la seule option acceptable aux yeux de plusieurs personnes ne faisant pas partie de la majorité culturelle au Québec et qui ne se sentent pas concernées par le projet souverainiste. Cependant, comme le Parti québécois avec la souveraineté, le Parti libéral faillit à rassembler la société québécoise. Ayant abandonné la tradition fédéraliste québécoise, il n'est plus le parti de la majorité culturelle au Québec.

Si les différents groupes nationaux et culturels au Québec arrivent difficilement à partager un sens d'identité, on le doit en bonne partie à l'absence d'acte fondateur permettant de fédérer la diversité québécoise. Cet acte, que ce soit l'adhésion du Québec à une Constitution canadienne amendée, l'adoption d'une Constitution québécoise ou une déclaration de souveraineté, ne réussira que s'il est réalisé en partenariat entre les différentes communautés constituant le Québec.

Les souverainistes devraient se rappeler que leur option était éminemment fédéraliste. Le projet souverainiste a toujours été assorti de «l'association» ou du «partenariat» avec le Canada et la popularité de cette option demeure fonction de l'échec du fédéralisme canadien.

La nécessité de camper symboliquement les deux options concurrentes a fait en sorte que la dimension fédéraliste du mouvement souverainiste a été occultée. Parallèlement, le camp fédéraliste a réduit l'idéal fédéral à une démarche visant l'accommodement — et non l'habilitation (*empowerment*) — du Québec dans un Canada dont il a pourtant été exclu, en 1982, lors de son plus récent moment fondateur.

Aujourd'hui cependant, devant l'échec des deux options à faire progresser le Québec au-delà du clivage linguistico-culturel alimenté par les imperfections du fédéralisme canadien, il faut se réapproprier le projet fédéral en puisant dans le fédéralisme (non pas dans le fédéralisme canadien, mais dans l'idéal fédéral), ce qui est susceptible de rassembler la diversité québécoise autour d'un projet de société.

La souveraineté est le concept juridique qui a permis l'édification de l'État-nation. Or, le Québec ne peut pas aspirer à cet idéal sans ignorer les nations autochtones et canadienne qui, elles aussi, détiennent une revendication légitime à l'autonomie sur le territoire du Québec. Leurs pays d'origine se trouvent aussi ici.

Les souverainistes doivent donc revisiter leur approche en faveur de l'autonomie nationale de façon à assurer la réciprocité avec ces groupes qui partagent ce même enjeu, à différents degrés. Le fédéralisme en est la voie par excellence.

Le fédéralisme, c'est le partage de la souveraineté (si volonté il y a). C'est une structure et des processus qui peuvent assurer simultanément la gouverne autonome et la gouverne partagée. C'est la possibilité d'un équilibre entre différents types de diversité. Le Québec a besoin de fédéralisme, un fédéralisme québécois, pour prendre en compte le clivage linguistico-culturel qui le traverse. Ce fédéralisme se doit d'être audacieux: il doit proposer une refonte de nos institutions démocratiques afin que tous puissent y participer. Et surtout, il ne doit pas émaner que de la majorité, il doit être élaboré conjointement par toutes les nations au Québec. Il faut ici s'inspirer du concept de la cocréation.

La Révolution tranquille a fondé le Québec moderne autour de l'État-providence et, pour des raisons valides à l'époque, autour de l'idée d'État-nation. Cette dernière est dépassée, autant pour le Québec que pour ce Canada qui demeure engagé dans un *nation building* uniformisateur. Le Québec d'aujourd'hui a besoin de faire converger la trajectoire historique des peuples qui l'ont construit, sans compromettre leur pérennité dans un projet unitaire.

Autrement dit, si le Québec a besoin d'un acte fondateur et fédérateur de sa diversité et que la fédération canadienne semble irréformable, pourquoi ne pas commencer par réformer l'État québécois selon le modèle du fédéralisme multinational?

IDÉES

MODE DE SCRUTIN PROPORTIONNEL

Antidote à la division du vote souverainiste

PAUL CLICHE

Auteur du livre Pour réduire le déficit démocratique : le scrutin proportionnel

Les résultats électoraux du 4 septembre démontrent que le Parti québécois (PQ) aurait pu faire élire 75 députés plutôt que 54 si les suffrages obtenus par Québec solidaire (QS) et Option nationale (ON) lui avaient tous été accordés. Conclusion : c'est à cause de la division du vote souverainiste que le gouvernement péquiste minoritaire, qui entrera en fonction la semaine prochaine, se verra privé d'une confortable majorité parlementaire et évoluera sous l'influence de deux partis d'opposition ultraconservateurs.

D'où les imprécations que certains lancent contre les tiers partis souverainistes qui empêchent le PQ de s'ancrer au pouvoir comme avait pu le faire le gouvernement Bouchard en 1998, même si le parti s'était alors classé deuxième dans les suffrages. Ces intégristes de la souveraineté voudraient bien pouvoir se débarrasser de ces petites formations qu'ils considèrent comme apocryphes puisqu'elles bafouent leur orthodoxie.

Mais soyons sérieux. Comment remédier aux inconvénients électoraux de cette situation, assez importants pour causer la dislocation définitive du mouvement souverainiste ? D'abord, il est illusoire de penser que QS et OP accepteront de se faire hara-kiri pour se joindre au Parti québécois comme le Rassemblement pour l'indépendance nationale de Pierre Bourgault s'y était résolu en 1968. Les différences idéologiques entre ces formations sont trop importantes, le néolibéralisme pratiqué par le PQ constituant la principale pierre d'achoppement.

Deuxième possibilité : que les partis concernés se partagent les circonscriptions. Mais cette solution est également impraticable compte tenu des difficultés inhérentes à une opération du genre. La plupart des membres de QS et ON ne suivraient certes pas le mot d'ordre de voter pour des candidats péquistes dans les nombreuses circonscriptions qui seraient attribuées à ce dernier. Ces tiers partis menaceraient alors d'imploser pour renaître sous la forme de groupuscules radicaux. On peut aussi douter qu'un mot d'ordre semblable serait suivi par les péquistes dans les quelques circonscriptions réservées à QS et ON. En bref, le mouvement souverainiste sortirait plus divisé que jamais de cette aventure sans lendemain.

Il faut d'abord réaliser que nous ne sommes pas en face d'une problématique causée par une situation conjoncturelle, mais bien structurelle. Cette dernière ne peut donc se régler par des négociations sur une éventuelle alliance électorale. Il faut envisager des solutions en profondeur qui obligeront le PQ à effectuer des changements de cap majeur sur des questions essentielles comme, en premier lieu, la réforme du mode de scrutin et, en deuxième lieu, le processus d'accession du Québec à la souveraineté.

Le PQ devra d'emblée renoncer à sa traditionnelle hégémonie sur le mouvement souverainiste. Il devra cesser de considérer ses alliés comme des adversaires. Il faut — comme ça s'est encore malheureusement produit le 4 septembre et risque de se reproduire la prochaine fois — qu'il cesse de se servir du vote stratégique pour contraindre moralement des milliers de souverainistes progressistes de l'appuyer formellement plutôt que de voter selon leurs convictions pour des partis comme QS et ON.

Ce climat politique malsain ne pourra se dissiper que si le mécanisme électoral qu'est le mode de scrutin permet à chaque parti de faire le plein de ses votes et fasse élire le nombre de députés en proportion. Il faut aussi que le système cesse de déformer la volonté populaire qui s'est manifestée dans l'urne au profit du parti vainqueur et aux dépens de la plupart des formations d'opposition, surtout des tiers partis.

Résultats aberrants

Le 4 septembre, la surreprésentation du PQ et du Parti libéral, d'une part, et la sous-représentation de la Coalition avenir Québec ainsi que de Québec solidaire et d'Option nationale, d'autre part, ont fourni une nouvelle illustration de ces résultats aberrants qui constituent pourtant la loi d'airain du scrutin majoritaire.

Or, seul un scrutin doté d'une composante proportionnelle significative peut régler ces problèmes fondamentaux qui nuisent considérablement au fonctionnement de nos institutions parlementaires qui seront davantage fragilisées sous la nouvelle législature à la suite de l'élection d'un gouvernement minoritaire.

Pendant la campagne électorale, on a pu constater que la nécessité et l'urgence de réformer le mode de scrutin ont été les enjeux les plus fréquemment abordés par les commentateurs et les citoyens, autant dans les médias sociaux que traditionnels. Il était saisissant de constater comment le fossé était profond avec les trois principaux partis qui ont complètement négligé cet enjeu capital à cause d'un opportunisme électoral à courte vue.

Des péquistes, adeptes égarés de la realpolitik, répliqueront que le PQ a fait élire plus de députés le 4 septembre, grâce au scrutin majoritaire, qu'une alliance souverainiste l'aurait fait avec un scrutin proportionnel. En effet, mais ce dernier créerait des conditions qui ramèneraient aux urnes des milliers de souverainistes désabusés depuis longtemps, et surtout créerait une dynamique insufflant au mouvement une énergie irrésistible semblable à celle des années 1970. La realpolitik bien comprise rappelle qu'un référendum est la forme la plus proportionnelle de consultation populaire et qu'il est illusoire d'espérer qu'une embellie conjoncturelle éventuelle permette de créer des conditions gagnantes, comme le rêvent les dirigeants péquistes depuis le référendum de 1995.

FRANCIS VACHON LA PRESSE CANADIENNE

Pendant la campagne électorale au terme de laquelle Pauline Marois a été élue à la tête du Québec, on a pu constater que la nécessité et l'urgence de réformer le mode de scrutin ont été les enjeux les plus fréquemment abordés par les commentateurs et les citoyens.

Au gouvernement Marois de jouer

En fait, le PQ propose de recommencer à zéro, en compagnie du directeur général des élections, un long et exigeant processus qui prendrait plusieurs années et qui serait une répétition des trois qui ont eu lieu depuis 1970 sous les gouvernements Bourassa, Lévesque et Charest. Ces démarches se sont faites, chaque fois, à grand renfort de commissions parlementaires qui ont reçu des centaines et des centaines de mémoires ; de commissions d'étude qui ont fait le tour du Québec pour consulter la population ; de livres verts et même d'avant-projets de loi. Tellement que le dossier de la réforme du mode de scrutin est certainement le mieux documenté de tous ceux relevant de l'administration provinciale ; mais tout est tabletté, renvoyé aux calendes grecques.

Le PQ devra d'emblée renoncer à sa traditionnelle hégémonie sur le mouvement souverainiste. Il devra cesser de considérer ses alliés comme des adversaires.

Il est donc évident qu'après quatre décennies de piétinements et de volte-face des partis traditionnels, qui se sont pourtant prononcés à tour de rôle en faveur d'un scrutin proportionnel, le dossier n'est pas plus avancé parce que la volonté politique n'existe pas et que seul prime un opportunisme électoral à courte vue. En fait, le PQ n'a plus de position sur la question cruciale de la réforme du mode de scrutin. Il a en effet biffé, à son congrès de 2011, son appui au scrutin proportionnel que son programme préconisait pourtant depuis 1969. Ce dernier a, en quelque sorte, fait partie de l'ADN du PQ lorsqu'il était sous la direction de son fondateur, René Lévesque, qui a d'ailleurs dénoncé le scrutin majoritaire comme *« démocratiquement infect »*.

Heureusement, il existe dans les filières gouvernementales un projet de scrutin presque prêt à être instauré. Ce document provient de l'avant-projet de loi présenté par le gouvernement Charest, en 1984, proposant l'instauration d'un système mixte compensatoire (majoritaire-proportionnel) inspiré des modèles allemand et écossais. Le principe qui sous-tend ce système est excellent. Il prévoit l'élection de 60 % des députés au scrutin majoritaire dans des circonscriptions comme maintenant, tandis que 40 % d'entre eux seraient élus à un scrutin de liste proportionnel sur la base des régions de façon à corriger les distorsions causées par le scrutin majoritaire.

Ce type de scrutin, bien adapté aux besoins de la société québécoise, a fait l'objet, au début de 2006, d'une commission parlementaire à laquelle quelque 2000 intervenants ont participé, un record dans l'histoire parlementaire québécoise. Plus de 80 % des participants se sont dits favorables au principe du scrutin proposé, mais de nombreuses critiques ont porté sur les modalités du projet. Le ministre alors responsable du dossier, Benoît Pelletier, a annoncé qu'un projet de loi serait présenté à la fin de 2006, mais le dossier a soudainement disparu de l'écran des radars au cours de l'automne et il n'en a plus jamais été question par la suite. Il avait été enterré. On a su plus tard que le gouvernement avait cédé, pour des raisons électorales, aux pressions exercées par un groupe d'élus municipaux ruraux.

Par ailleurs, le ministre Pelletier a demandé au directeur général des élections de se prononcer sur les modalités d'un mode de scrutin mixte compensatoire en tenant compte des modifications proposées lors de la commission parlementaire. Le rapport de ce dernier, publié en décembre 2007, a fourni tous les éléments que devrait contenir un éventuel projet de loi. Il n'est besoin que de le dépoussiérer et de le traduire en langage juridique pour avoir un projet de loi.

C'est donc au tour du gouvernement Marois de jouer. La Coalition avenir Québec, qui n'a pas été traitée avec équité le 4 septembre, l'appuierait peut-être d'autant plus qu'elle compte parmi ses élus plusieurs anciens députés adéquistes qui étaient d'accord avec un tel type de scrutin. Quant aux libéraux, ils seraient bien malvenus de rejeter une proposition présentée par leur gouvernement il y a quelques années.

À vous, Madame la Juge

LISE PAYETTE

Je ne sais pas, Madame la Juge France Charbonneau, si vous mesurez la confiance qu'on a mise en vous, nous, les citoyens de bonne foi du Québec. L'un des candidats vedettes de la récente élection a dû répéter mille fois qu'il fallait faire un grand ménage dans ce pays que nous aimons tant. Il avait sans doute oublié que vous étiez déjà en train de fourbir vos plumeaux et vadrouilles et que vous aviez déjà une bonne idée des secteurs dont il fallait assurer la propreté le plus rapidement possible.

Nous y sommes enfin. Nous attendions cette date avec impatience. Les femmes, ces temps-ci, semblent avoir rendez-vous avec l'Histoire plus que jamais auparavant. Nous en sommes fières pour nous toutes.

Je sens en plus que vous n'êtes pas le genre de femme à qui on pourra faire avaler des couleuvres. Vous en avez vu d'autres. Ce « monde » qui va défiler devant vous, vous l'avez déjà vu, vous en connaissez de grands pans et vous n'êtes pas femme à vous laisser intimider par le premier beau parleur qui va se présenter devant vous. Votre calme et votre assurance serviront de réponse à tous ceux qui, fatalement, tomberont de haut devant vous et votre commission.

Le peuple vous appuie, Madame la Juge. Il est important que vous le sachiez parce qu'il se peut que cet appui vous permette toute la liberté dont vous aurez besoin pour mener votre démarche jusqu'au bout. À moins que vous ne commettiez de graves erreurs, ce peuple se rangera derrière vous, car il a besoin de bien voir que la démarche n'est pas bâclée, qu'elle n'est pas frileuse et qu'elle débouchera sur un monde meilleur dont nous avons bien besoin.

Nous savons déjà que vous n'aurez pas que des « ti-counes » devant vous, ni des gens remplis de bonnes intentions qui plaideront l'ignorance ou la bonne volonté. Vous risquez, au contraire, de vous retrouver devant de gros bonnets qui ne se prennent pas pour des deux de pique et qui ont l'habitude qu'on les traite avec crainte et déférence dans leurs fonctions habituelles. Votre rôle sera sûrement de nous permettre de les connaître tels qu'ils sont et de nous éclairer sur les méthodes qu'ils utilisent pour contraindre leurs dévoués serviteurs à exercer le contrôle leur permettant de régner sur un monde complexe, cet univers aux lois et modes de fonctionnement donnant à faire peur quand on les retrouve à la une de nos journaux.

Attentes élevées

Honnêtement, je ne vous envie pas cependant. Autant je vous admire, autant j'espère que vous tiendrez le coup quand vous serez forcée de compter les cadavres qu'il faudra bien compter, ou les sommes fabuleuses qui ont été détournées des objectifs prévus pour enrichir quelques hauts gradés, ou les formidables démonstrations d'une imagination sans limites pour tripoter l'argent comme on l'entend. Une chose est sûre, il n'y aura pas une seule émission de fiction à la télévision qui pourra soutenir la comparaison avec votre matériel dans les semaines qui viennent.

Vous savez déjà que ceux qui vont défiler devant vous ne sont pas des enfants de chœur. La violence fait partie de leur arsenal de guerre. Ils essaieront de vous discréditer et il se peut que plusieurs d'entre eux choisissent de jouer les vierges offensées devant les caméras en essayant de vous émouvoir. Ou pire, de jouer les pauvres victimes de votre commission, espérant s'attirer ainsi la sympathie du public. Ne leur donnez pas trop la possibilité de jouer ces rôles dans votre commission. Rappelez-leur qu'ils ne sont pas là par hasard. Ils comprendront qu'ils ont intérêt à filer doux.

Nos attentes sont élevées. Nous, du public, avons tellement attendu et souhaité cette commission que nous avons sans doute exagéré les bienfaits qu'elle pouvait nous apporter. Il vous appartient maintenant de faire en sorte que nous ne soyons pas déçus. On vous met tout sur les épaules, c'est évident, mais comment faire autrement ?

N'hésitez pas à vous adresser à la population si vous avez besoin d'être appuyée. Le Québec répondra présent si vous avez besoin d'aide. Vous avez la confiance de tout un peuple qui souhaite qu'on lui indique comment se sortir de ce bourbier dans lequel il patauge contre sa volonté et que ses élus n'ont pas combattu comme ils auraient dû le faire.

Le défilé des témoins peut commencer. Nous allons les écouter avec attention, les inscrire dans notre mémoire pour longtemps, commencer à départager le grave du futile, retenir les astuces qu'ils inventent pour exercer le contrôle qu'ils ne veulent pas lâcher et peut-être comprendre pourquoi nous les avons laissé faire.

Grâce au travail de la commission, peut-être serons-nous de meilleurs citoyens et peut-être comprendrons-nous pour toujours que quand nous ne nous occupons pas de nos affaires, quelqu'un d'autre s'en occupe à notre place, ce qui peut causer un réveil brutal.

L'EQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny *(adjointe au directeur de l'information)*, Marie-Andrée Chouinard *(éditorialiste, responsable de la page Idées)*, Marco Bélair-Cirino *(général)*, Jeanne Corriveau *(affaires municipales, Montréal)*, Isabelle Porter *(affaires municipales, Québec)*Fabien Deglise*(société)*, Jean Dion *(sports)*, Louis-Gilles Francœur *(environnement)*, Lisa-Marie Gervais *(éducation)*, Pauline Gravel *(sciences)*, Caroline Montpetit *(affaires sociales)*, Brian Myles *(justice)*, Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert*(santé)* ; **information politique** : Michel David*(chroniqueur)*, Hélène Buzzetti et Marie Vastel *(correspondantes parlementaires à Ottawa)*, Antoine Robitaille et Robert Dutrisac *(correspondants parlementaires à Québec)*, Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque *(reporters)* ; **information culturelle** : Michel Bélair *(théâtre et cahier Culture)*, Stéphane Baillargeon *(médias)*, Frédérique Doyon et Isabelle Paré *(reporters)*, Odile Tremblay *(cinéma)*, Paul Bennett *(pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end)*, Julie Carpentier *(pupitre)* ; **informationéconomique** : Gérard Bérubé *(adjoint au directeur de l'information)*, François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields *(reporters)*, Gérald Dallaire (pupitre) ; **information internationale** : Serge Truffaut *(éditorialiste)*, Claude Lévesque et Guy Taillefer*(reporters)*, Jean-Pierre Legault *(pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives)* ; Diane Précourt *(responsable des pages thématiques)*, Émilie Folie-Boivin *(pupitre)* ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau *(photographes)* ; Michel Garneau *(caricaturiste)* ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet *(correctrices)* ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel *(pupitre internet)*, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay *(commis internet)* ; Amélie Gaudreau *(secrétaire à la rédaction)*; Karl Rettino-Parazelli et Sophy Lambert-Racine *(commis à la rédaction)*. **DOCUMENTATION** Gilles Paré *(directeur)*, Manon Derome *(Montréal)*, Monique Bhérer *(Ottawa)*, Dave Noël *(Québec)* . **PUBLICITÉ** , Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaï *(publicitaires)*, Sylvie Laporte, Martine Bérubé *(secrétaire)*. **PRODUCTION** Christian Goulet *(directeur de production)*, Olivier Zuida *(directeur adjoint)*, Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. **INFORMATIQUE** Yanick Martel *(administrateur Web)*,Hansel Matthews *(technicien informatique)*. **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Maxim-Olivier Leclerc *(responsable par intérim service à la clientèle)*, Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers *(responsable promotion)*. **ADMINISTRATION** Stéphane Roger *(contrôleur)*, Olena Bilyakova *(reponsable des services comptables)*, Claudette Béliveau *(adjointe administrative)*, Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

BACHAND

SUITE DE LA PAGE 1

mande d'ailleurs au Parti québécois de maintenir le cap sur l'équilibre budgétaire. *«Je souhaite la meilleure chance du monde à Nicolas Marceau si c'est lui* [le prochain ministre des Finances] *— je présume que ce sera lui — et je lui offre toute ma collaboration. Et on a une relation de courtoisie, tous les deux, qui détonne sur la relation qui existe à l'Assemblée nationale»*, a-t-il dit. *«J'espère pouvoir continuer à débattre avec lui, sans que ça soit personnel. Et, avec Nicolas Marceau, c'est possible.»*

Selon les données préliminaires que le ministère des Finances a publiées au début de juillet, le déficit de l'État pour 2011-2012 sera d'un peu moins de 3 milliards, contre une prévision de 3,3 milliards. Tout indique que la provision pour éventualités de 300 millions ne sera pas entamée. Les dépenses de programmes n'ont crû que de 2,3 %, s'est réjoui Raymond Bachand, alors qu'au budget figurait une hausse de 2 %.

Course au leadership : toujours en réflexion

Raymond Bachand n'a toujours pas décidé s'il se lançait ou non dans la course à la chefferie du Parti libéral du Québec. L'entrée en scène possible de Philippe Couillard n'est pas un facteur dans sa décision ; l'important, ce sont les appuis sur lesquels il peut compter, a-t-il fait savoir. *«J'ai un intérêt*, a-t-il confirmé. *Mais, comme je vous dis, il faut que cet intérêt-là soit partagé par de nombreux collègues. C'est ce que je suis en train d'évaluer.»*

Pour Raymond Bachand, le prochain chef du PLQ soit être *«un rassembleur»* capable d'atténuer les divisions entre les citoyens. *«Il faut qu'il y ait plus d'harmonie au Québec. Il faut rassembler les gens. On a été trop divisés au cours des dernières années.»* Il s'est dit tout à fait d'accord avec Lucien Bouchard, qui abonde dans ce sens. *«On peut être en désaccord les uns avec les autres sans s'insulter personnellement. On a eu trop de ça au cours des dernières années et les citoyens ont le droit d'avoir un débat public de qualité pour faire leur choix.»*

Par ailleurs, on sait maintenant que Lise Thériault ne sera pas de la course puisqu'elle agira comme leader parlementaire adjointe de l'opposition officielle au sein de l'équipe constituée par le chef libéral intérimaire, Jean-Marc Fournier.

Elle a songé à se porter candidate et elle a mesuré ses appuis auprès de ses collègues. *«J'ai regardé aussi beaucoup sur le terrain»*, a-t-elle dit. Ministre du Travail dans le dernier gouvernement Charest, Lise Thériault s'est distinguée par sa fermeté à l'égard de certaines centrales syndicales, notamment la FTQ.

À ses yeux, la participation d'une femme à la course à la chefferie du Parti libéral n'est pas essentielle. *«Ce que ça prend, c'est les meilleurs candidats. Ce n'est pas une question d'hommes ou de femmes.»*

Jeudi, Jean-Marc Fournier a dévoilé son équipe : Robert Dutil devient le leader parlementaire de l'opposition officielle, secondé par Lise Thériault. Laurent Lessard déloge Lucie Charlebois comme whip du parti, alors que cette dernière se retrouve whip adjointe. Enfin, Geoffrey Kelly préside le caucus des députés.

Si Jean-Marc Fournier, à titre de chef intérimaire, se doit de conserver une neutralité absolue dans la course à la chefferie, les membres de sa garde rapprochée pourront accorder leur appui à l'un ou l'autre des candidats, a-t-il précisé.

Le Devoir

PARYSE

SUITE DE LA PAGE 1

fournée d'artistes émergents sans le sou, qui y croquent un hamburger sur le bras de la proprio et discutent de mille et un projets. *«Après leurs performances, des artistes comme Pierre Dorion et Claude Simard venaient casser la croûte. J'avais le désir d'aider et de soutenir ces jeunes créateurs qui sont devenus mes amis»*, raconte celle qui tient seule la barre de La Paryse depuis 1996. Les Geneviève Cadieux, Michel Lemieux et autres artistes emblématiques des années 80 défilent au comptoir du resto rétro et y exposent leurs premières œuvres.

Féministe affichée, Paryse Taillefer suit alors assidûment le travail de nombreuses femmes artistes qui orbitent notamment autour des galeries Powerhouse, Oboro et Clark. *«La Paryse a appliqué la politique du 1 % bien avant que cette politique existe ! J'ai aidé surtout en étant près des artistes»*, explique celle dont la collection d'œuvres d'art remplit aujourd'hui son quotidien. Littéralement.

Toute une vie dans une collection

Dans la salle à manger d'un appartement du quartier Rosemont, les œuvres tapissent les murs d'une pièce remplis d'objets patinés, glanés dans les marchés aux puces. Des œuvres, partout. Dans la cuisine, derrière une porte, dans la salle de bain. *«C'est La Paryse qui m'a donné les moyens d'avoir accès à des artistes et de soutenir leur production. Je sais que vivre parmi ces œuvres d'art est un immense privilège»*, affirme la collectionneuse. Dans un coin trône une lampe *sixties*, rare souvenir d'une mère veilleuse. Une fabuleuse couturière et dentellière qui lui a inoculé ce faible pour le travail fait main, qui la remue toujours. *«Quand j'étais petite, je passais des heures dans l'atelier à la regarder perler les vêtements. Cela me fascinait !»*

En fait, Paryse Taillefer ne collectionne pas les œuvres. Elle les adopte, entretient avec elles un lien viscéral. Chacune d'elle cristallise un moment clé de sa vie, illumine un rituel précis de la journée. Du lever au coucher, du salon à la salle de bain, ses protégés battent la mesure de son quotidien. Bain avec une œuvre de Geneviève Cadieux, coucher entre l'éclat lumineux d'un Rita Letendre et de cieux azur peints par Ann Ashton.

ANNIK MH DE CARUFEL

«Je cohabite avec des œuvres choisies qui donnent un sens à ma vie. Elles en disent beaucoup sur ma propre histoire et sur celle de La Paryse», confie Paryse Taillefer.

Des œuvres la consolent, d'autres la chavirent. *«Je ne trouve pas mon bonheur dans le nombre. Je cohabite avec des œuvres choisies qui donnent un sens à ma vie. Elles en disent beaucoup sur ma propre histoire et sur celle de La Paryse»*, confie la glaneuse.

Dans la cage d'un escalier en colimaçon, des photographies d'Irene Whittome percent la lumière, à côté de minuscules corps d'hommes, façonnés en plâtre par Marcel Simard, un grand ami disparu trop vite. *«Il a fait cela juste avant de mourir du sida. Ça a beaucoup de sens pour moi»*, dit-elle. Dans un autre recoin de l'appartement, une pelle rouillée est clouée au mur. La lame, sculptée par l'artiste Cal Lane, est découpée comme une dentelle de Bruges. *«Ma mère était dentellière. Quand j'ai vu cet objet, il fallait qu'il m'accompagne. C'est la finesse incarnée, combinée à la force brute et au travail.»* Rien n'atterrit pas hasard, ou par pur calcul, dans cet univers pensé au millimètre. Derrière chaque objet se terre une histoire ou l'écho d'une amitié indéfectible. *«Je n'achète jamais un nom. Je connais à peu près tous les artistes dont je possède des œuvres et je me fous complètement du placement»*, lance l'amatrice d'art, ouvrant la porte de sa chambre, intime recoin de cette caverne d'Ali Baba. À son chevet, un croquis émouvant de Betty Goodwin. Deux corps prostrés qui lui rappellent une nuit passée à l'hôpital avec son ami mourant, dit-elle. *«Si je ne pouvais sauver qu'une seule pièce de toute ma collection, ce serait celle-là !»*

Fin octobre, Paryse Taillefer fermera boutique. Mais il n'est pas dit qu'il n'y aura pas d'autres discussions animées, d'autres rencontres d'artistes autour d'une croûte partagée. Les prunelles de la restauratrice s'allument quand elle parle de ses projets, de ce chapitre qui reste à écrire. La Paryse, promet-elle, renaîtra en temps et lieu. Mais dans un autre espace où, cette fois, l'art aura une place toute spéciale au menu.

Le Devoir

CARRÉ

SUITE DE LA PAGE 1

« Ce qui pourrait être perçu comme un acte de mort doit l'être comme une déclaration de vie »

communicatrice du groupe, qui termine son baccalauréat en journalisme.

Inspirée par le mouvement de Mai 68 et l'université expérimentale Black Mountain College en Caroline du Nord, l'EDLMR a largement contribué à la créativité joyeuse, au dynamisme et à l'intelligence du mouvement étudiant, remarqué au-delà des frontières. Pour chaque *«marche du 22»*, la bande s'activait dans son atelier après avoir échangé avec ses comparses d'autres départements — philosophie, littérature, sociologie, anthropologie — pour enrichir sa création. Sa scène, c'était la rue, dont elle orchestrait avec brio la signature visuelle. Plusieurs milliers d'affiches en sont nées, aux slogans souvent ingénieux, surplombant les vagues humaines. *«La société, c'est un tout bien plus grand que la somme de ses parties». «Printemps érable». «Le combat est avenir»*. D'ailleurs, le credo de l'EDLMR est *hodie mihi, cras tibi. «Aujourd'hui pour moi, demain pour toi.»* Et le cube rouge géant, porté à bout de bras par les manifestants ? Elle aussi.

Certains l'ont accusée d'être un centre de propagande. Ce à quoi l'EDLMR répondait, dans nos pages : *«l'ambiguïté et les jeux de mots des slogans de la Montagne rouge* [...] *servent à lancer la réflexion plutôt qu'à la clore»*.

Le 22 mars, 2000 affiches sortaient de leurs planches sérigraphiques. Le 22 avril, pour le Jour de la Terre, ils plantaient un carré de 16 érables rouges à la base du mont Royal. Le 22 juin, ils participaient à l'essai visuel interactif Rouge au carré, à l'invitation conjointe de l'Office national du film et du magazine Urbania, dont est aussi sorti un numéro spécial sur la grève.

En août, le collectif new-yorkais Just Seeds, actif pendant le mouvement Occcupy Wall Street, invitait l'EDLMR à créer et exposer son travail dans sa galerie, Interference Archives. Pas mal pour six mois d'activités. Le mouvement étudiant leur aura servi de stage exceptionnel.

«Comme humains, ça nous a tous politisés, donnés une conscience nouvelle, peu importe le domaine dans lequel on va œuvrer», indique Valérie Darveau.

Victoire

La décision était déjà prise avant les élections, qui leur ont tout de même laissé un goût amer et pas seulement pour le drame survenu en fin de soirée. *«On était vraiment découragé de voir les libéraux entrer si fortement»*, rapporte la jeune femme, qui écrivait le 5 septembre sur le site de l'EDLMR : *«On s'est battu en s'unissant, en s'organisant, en créant ensemble. On se réveille ce matin devant un Québec divisé, apeuré, perplexe, profondément mal à l'aise.»* Triste constat que leur lutte n'avait pas autant réveillé les Québécois qu'ils l'auraient souhaité.

Mais le combat est loin d'avoir été vain, croient-ils. *«L'objectif* [bloquer la hausse] *a été atteint, du moins pour l'instant»*, dit la porte-parole. Et l'équipe se réjouit du taux de participation électorale plus élevé qu'aux derniers rendez-vous des urnes, succès qu'elle rattache toutefois moins à la grève étudiante qu'au mouvement social plus large qui en a jailli.

«La victoire du mouvement étudiant ou de tout mouvement ne peut être consommée immédiatement. On pourra sûrement en ressentir les effets dans 5, 10 ou 20 ans. Mouvement historique, Victoire historique. Nous avons travaillé pour laisser une trace du combat que nous avons mené, mais nous nous souviendrons : d'un moment de solidarité de la jeunesse québécoise, de l'espoir de changement au Québec et d'un sentiment d'avoir fait partie de quelque chose qui nous dépassait grandement. [...] *Ce qui pourrait être perçu comme un acte de mort doit l'être comme une déclaration de vie.»*

La création graphique sortie de l'EDLMR est actuellement exposée en marge de la célèbre exposition annuelle du World Press Photo, au Marché Bonsecours.

Le Devoir

COLÈRE

SUITE DE LA PAGE 1

aux Américains et à leur président, et il a promis de punir les coupables.

Des manifestations ont également eu lieu jeudi en Irak, en Iran, en Tunisie, au Maroc, au Bengladesh et dans le territoire palestinien de Gaza, entre autres lieux.

Au Caire, les protestataires ont récidivé pour la troisième journée consécutive, alors que le torchon brûle entre Washington et les nouvelles autorités égyptiennes.

Le président américain, Barack Obama, a en effet affirmé dans une interview à la chaîne de télévision Telemundo qu'il ne considérait l'Égypte ni comme un *«allié»* ni comme un *«ennemi»*, laissant entendre que les autorités islamistes issues du *«printemps arabe»* sont en quelque sorte à l'essai. Le gouvernement américain reproche au nouveau président égyptien, Mohamed Morsi, d'avoir beaucoup trop tardé à réagir aux manifestations hostiles aux abords de l'ambassade américaine au Caire mardi. La Maison-Blanche a tenu ensuite à préciser que les deux pays demeurent des *«partenaires»*.

«Cela reflète l'ambiguïté du nouveau régime. Il y a un genre de modus vivendi *entre les Frères musulmans et le gouvernement américain, mais les derniers agissements du président Morsi* [issu de cette confrérie] *ont déplu aux Américains. Ils avaient espéré que sa première visite serait à Washington, mais au lieu de cela, il est allé à Téhéran et à Pékin pour montrer son indépendance par rapport à la politique américaine. À la conférence des pays non alignés, le 30 août, il s'est réconcilié avec l'Iran*, fait remarquer Henri Habib, professeur de science politique à l'Université Concordia. *L'Égypte essaie actuellement de reprendre la position qui était la sienne au temps de Nasser, mais en même temps, elle a besoin de l'aide américaine.»*

L'Égypte reste le deuxième récipiendaire de l'aide extérieure américaine — derrière Israël — avec 1,5 milliard de dollars par an, surtout pour l'armée. Celle-ci est considérée comme la garante des accords de paix de Camp David avec Israël en 1979.

D'importantes manifestations, que le président Morsi n'a pas désapprouvées, sont encore prévues en ce vendredi, journée traditionnelle de la prière, au Caire.

En Libye, le nouveau premier ministre élu, Moustapha Abnou Chagour, a annoncé hier à l'AFP une *«importante avancée»* dans l'enquête sur l'attentat au consulat américain à Benghazi, faisant état de plusieurs arrestations.

En Irak, des milliers de sympathisants du chef chiite Moqtada Sadr ont défilé dans son fief de Bagdad et dans la ville sainte de Najaf.

Par mesure de précaution, devant ces soulèvements, le Canada fermé son ambassade au Caire jeudi pour la journée. La situation sera réévaluée au jour le jour, en fonction des risques. C'est que l'ambassade canadienne en Égypte est située non loin de l'ambassade américaine, à moins d'un demi-kilomètre. Une proximité jugée dangereuse par Ottawa. La trentaine de diplomates canadiens déployée au Caire n'est donc pas rentrée au travail jeudi.

Du côté de la Libye et du Yémen, le gouvernement canadien n'a cependant pas fermé ses bureaux diplomatiques ni rapatrié ses diplomates. Au gouvernement, on souligne que l'attentat en Libye était à Benghazi, tandis que l'ambassade canadienne se trouve à 650 km de là, dans la capitale, Tripoli. Le ministre des Affaires étrangères, John Baird, avait par ailleurs indiqué mercredi que la sécurité y serait réévaluée.

Au Yémen, Ottawa compte simplement un consul honoraire. Son bureau est plus éloigné de l'ambassade américaine qui a été la cible de manifestants jeudi, et il n'est ouvert que les mercredis et samedis, a-t-on précisé.

Plusieurs questions au sujet du film *L'innocence des musulmans*, qui ridiculise le prophète Mahomet, ont été soulevées au cours des dernières heures. Le prétendu producteur, un dénommé Sam Bacile, n'existe peut-être pas et pourrait être en réalité un Égypto-Américain et non un citoyen israélien comme on l'avait d'abord cru. En outre, des acteurs contactés par le journal d'enquête en ligne *Gawker* ont affirmé avoir tourné dans ce film sans savoir qu'il portait sur Mahomet. L'œuvre semble avoir été doublée (même en anglais) pour faire dire aux acteurs des paroles qu'ils n'ont pas prononcées.

Avec l'Agence France-Presse et l'Associated Press
Avec Marie Vastel
Le Devoir

Rectificatif

L'article *«Commission Charbonneau — Devine qui vient témoigner ? La Mainmise du génie-conseil sous examen»* de Kathleen Lévesque, publié le jeudi 13 septembre, affirmait erronément que le Groupe SM, présidé par M. Bernard Poulin, avait réalisé l'étude de décontamination des sols du projet immobilier Faubourg Contrecœur. Précisons que le Groupe SM n'a ni réalisé cette étude ni exécuté les travaux de décontamination et leur surveillance. Celui-ci fut plutôt chargé d'une contre-expertise de l'étude de décontamination à la suite de laquelle il fut recommandé d'assurer une surveillance adéquate du chantier pour s'assurer de payer le juste prix pour la décontamination. Nos excuses à M. Poulin et à sa société.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h
Renseignements et administration : 514 985-3333

Le Devoir sur ledevoir.com
sur Facebook et sur Twitter

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel
Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avertir notre service à la clientèle. *Le Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Janvier de Mirabel, division de Quebecor Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450, avenue Béchard, Québec, qui est la propriété de Corporation Sun Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoi de publication — Enregistrement no 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.